

Numéro 20 - 25 mai 2019

Opposition organisée à la foire d'armement CANSEC à Ottawa

**Les profiteurs de guerre ne sont pas
les bienvenus au Canada!
Faisons du Canada une Zone de paix!**

- Nick Lin -



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

À titre d'information

- **Le commerce des armes à l'échelle mondiale**

**Pour des relations de nation à nation et la fin du génocide
des peuples autochtones**

- **Journée nationale d'action le 27 mai**
- **Un recours collectif contre le gouvernement fédéral
concernant les services aux enfants autochtones**
- **Les Unist'ot'en intentent une action en justice contre le plan
archéologique de Coastal GasLink**
- **Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique et les Wet'suwet'en
envoient un message à l'ONU**

La visite de Trump en Grande-Bretagne

- Une opposition massive s'organise
 - Le mouvement antiguerre continue d'exiger la fermeture des bases américaines en Grande-Bretagne
- *Workers' Weekly* -

Ne touchez pas à l'Iran!

- Les États-Unis menacent l'Iran d'étranglement économique, d'agression et de guerre
 - La guerre des sanctions contre l'Iran (III)
- *German Foreign Policy* -

Portons attention à la solidarité anti-impérialiste qui se développe

- Déclaration du XVIIIe Conseil politique de l'ALBA-TCP

La lutte du peuple brésilien à la défense de ses droits

- Trois ans après le coup contre Dilma, le pays est dans un état de chaos
- *Gleisi Hoffmann, Parti des travailleurs du Brésil* -
- Des manifestations massives en opposition aux compressions budgétaires du gouvernement Bolsonaro en éducation

La lutte du peuple pour la paix, la justice et les droits humains aux Philippines

- Assemblée publique à Toronto sur la lutte pour la paix aux Philippines
- Conférence inaugurale de la Coalition internationale pour les droits humains dans les Philippines-Canada à Ottawa

Opposition organisée à la foire d'armement CANSEC à Ottawa

Les profiteurs de guerre ne sont pas les bienvenus au Canada! Faisons du Canada une Zone de paix!

- *Nick Lin* -

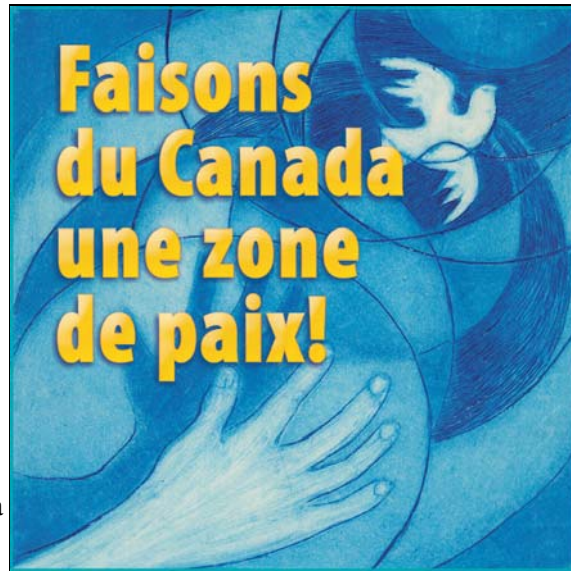
La foire d'armement annuelle CANSEC a lieu à Ottawa les 29 et 30 mai. Des militants contre la guerre organisent une manifestation devant l'endroit où le ministre de la Défense Harjit Sajjan livrera son discours d'ouverture le 29 mai. C'est une occasion à saisir pour s'opposer au commerce des armes, à la production de guerre, à la militarisation de la vie et à l'intégration du Canada à la production de guerre, aux guerres d'agression et aux campagnes de changement de régime des États-Unis. Cette «foire d'armement» glorifie la guerre, le rôle que joue le Canada dans le commerce mondial des armes et l'augmentation des dépenses militaires du Canada résultant de la pression exercée par les États-Unis sur les pays membres de l'OTAN.

La classe ouvrière est confrontée à cette pression multilatérale pour qu'elle accepte l'intégration du Canada à la machine de guerre des États-Unis ainsi que la militarisation de la vie qui l'accompagne. Dans ce contexte, les foires de l'armement sont présentées comme de simples réunions d'affaires

alors qu'en réalité elles sont un rassemblement de profiteurs de guerre qui cherchent à tirer avantage de la destruction de l'environnement naturel et social, en appui aux objectifs impérialistes américains. Cela ne doit pas passer !

Pour bien saisir le rôle d'apaisement que joue le Canada face aux agressions impérialistes américaines partout dans le monde et l'appui qu'il leur accorde, il suffit d'examiner un rapport déposé au Parlement en 2017 dans lequel on déclare allègrement qu'en raison de la grande intégration du Canada à la machine de guerre des États-Unis, il n'y a pas lieu d'informer les Canadiens de l'ampleur de la vente d'armements aux États-Unis :

« Affaires mondiales Canada ne recueille aucune donnée sur la plupart des exportations militaires à destination des États-Unis. L'Accord sur le partage de la production de défense, qui est un accord canado-américain en place depuis les années 1950, a facilité la création d'une base technologique et industrielle nord-américaine intégrée, tout en soutenant la relation commerciale entre le Canada et les États-Unis. Par conséquent, la plupart des marchandises militaires échangées entre le Canada et les États-Unis ne nécessitent pas de permis, et ne sont donc pas prises en compte dans le présent rapport. Toutefois, une licence est requise pour un petit sous-ensemble de marchandises, notamment les armes à feu prohibées. Le Rapport présente pour la première fois des données sur le nombre et la valeur des licences utilisées pour ces marchandises qui nécessitent une licence. »



Oui à l'industrie manufacturière ! Non à la destruction nationale !

Au Canada, le slogan de la défense de l'édification nationale a été repris avec la demande que le secteur manufacturier profite à la population, pas aux riches. Il n'est pas acceptable que le gouvernement et son ministère des Affaires étrangères, ainsi que le personnel militaire, agissent comme courtiers et intermédiaires pour les fabricants d'armes opérant au Canada, pour les aider à vendre leurs marchandises à l'étranger, y compris à des régimes tels que celui de l'Arabie saoudite qui mène une guerre génocidaire contre le Yémen. Partout dans le monde, ce sont les travailleurs qui subissent les conséquences du rôle destructeur joué par le Canada dans le commerce mondial des armes.

Le site Web du ministère de la Défense nationale énumère diverses formes d'appui gouvernemental aux exportateurs d'armes. Par exemple, on dit : « Découvrez comment le ministère de la Défense nationale et les autres ministères et organismes gouvernementaux collaborent afin d'accéder aux marchés étrangers. » Ailleurs, on fait valoir : « Découvrez comment le ministère de la Défense nationale informe les entreprises canadiennes des occasions d'affaires avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). »

À partir de 30 postes diplomatiques partout dans le monde (et ayant une inter-accréditation vis-à-vis plusieurs pays avoisinants), les attachés canadiens de la Défense font la promotion d'exportations militaires. Selon le site web du ministère, les attachés à la Défense aident « les manufacturiers canadiens de la Défense à comprendre les marchés étrangers de la Défense et [...] facilitent l'accès de l'industrie canadienne aux partenaires stratégiques dans les pays accrédités par le ministère de la Défense [...] soutiennent l'industrie canadienne lors d'activités clés du secteur de la défense dans les pays accrédités [...] sensibilisent les pays accrédités aux capacités de l'industrie de la défense du

Canada [...] produisent des rapports sur le budget de défense du pays accrédité, les points d'intérêt et les enjeux commerciaux pour l'industrie canadienne. »



Manifestation à Saint-John, au Nouveau-Brunswick, le 22 décembre 2018, contre la vente de plusieurs milliards de dollars de véhicules blindés du Canada à l'Arabie saoudite pour servir dans sa guerre contre le Yémen. Les véhicules sont produits à London, en Ontario.

Souvent, les représentants du ministère de la Défense font la promotion d'équipement militaire canadien en se joignant à des délégations en visite à des foires d'armements internationales comme l'exposition internationale d'équipement et de sécurité de la Défense du Royaume-Uni. Selon un article de *FrontLine Defence* intitulé « Représenter le Canada à l>IDEX de l'Émirat arabe uni » paru en février, des représentants du ministère de la Défense du Canada ont aidé 50 compagnies d'armes canadiennes à vendre leurs produits à l'exposition et la conférence d'Abu-Dhabi de la Défense internationale (IDEX), la plus grande foire d'armements au Moyen-Orient.

La classe ouvrière doit rejeter la production d'armements au Canada et oeuvrer pour avoir une économie qui répond aux besoins des Canadiens et non des fauteurs de guerre. Pour ce faire, il faut à la base prendre en main le travail pour le renouveau démocratique afin de briser l'emprise

des partis cartellisés sur le pouvoir politique pour que les Canadiens puissent exercer leur contrôle sur la direction de l'économie.

Non ! au commerce mondial des armes et à la participation du Canada à ce commerce!

Rien de plus destructeur pour l'environnement naturel et social que la guerre

Toutes les couches de la société, en particulier les jeunes, sont gravement préoccupées par la situation de l'environnement naturel et son impact sur la société humaine et sur la planète Terre comme telle. On dit qu'il s'agit d'une des questions les plus urgentes à laquelle l'humanité est confrontée en ce moment.

Devant une telle situation, il est plus important que jamais de faire valoir que la guerre engendre une pollution et une destruction inégalées, et que le plus grand pollueur de la planète est la machine de guerre des États-Unis à l'échelle mondiale, qui comprend les activités de pays comme le Canada qui pratiquent l'apaisement face à l'impérialisme américain. L'armée américaine est une des plus grandes responsables des émissions de gaz à effet de serre. Les bases américaines dans le monde entier sont responsables de la grave contamination de 19 millions d'hectares de terres contaminés par des produits comme l'uranium appauvri, le pétrole, les carburateurs, les pesticides, le plomb et les défoliants tels que l'agent orange. Les bases canadiennes seraient aussi contaminées et les États-Unis refusent systématiquement de



décontaminer les bases qu'ils abandonnent. L'armée américaine produirait plus de déchets dangereux que l'ensemble des cinq plus grandes compagnies chimiques des États-Unis. Les États-Unis ont effectué plus d'essais d'armes nucléaires que toutes les autres nations confondues, et sont aussi responsables des quantités massives de radiation qui continuent de contaminer de nombreuses îles de l'océan Pacifique.[1] Et c'est sans compter la destruction massive occasionnée par les guerres ouvertes menées par les États-Unis partout dans le monde, y compris les conflits auxquels le Canada participe activement. En Irak, par exemple, l'intervention militaire des États-Unis a transformé 90 % du territoire irakien en déserts, et d'un pays exportateur de denrées alimentaires, l'Irak doit maintenant importer 80 % de ses denrées alimentaires.[2]

Que des gouvernements comme celui des libéraux de Trudeau se fassent passer pour des défenseurs de l'environnement naturel en faisant la promotion de la taxe sur le carbone alors qu'ils intègrent le Canada à la machine de guerre des États-Unis est tout simplement inacceptable, alors que ceux qui en profitent font ouvertement la promotion de la militarisation et de la guerre.

Pour défendre la Terre Mère, les Canadiens doivent s'investir du pouvoir politique, pour qu'une question comme la protection de l'environnement naturel puisse être envisagée dans toute sa profondeur, et la nécessité de s'opposer aux activités de guerre ou toute activité connexe, comme la foire aux armements CANSEC, élaborée avec conviction.

Faisons du Canada une Zone de paix !

Les Canadiens et en particulier les Québécois dans leur ensemble rejettent la participation du Canada aux agressions et aux guerres menées par les États-Unis et veulent que le Canada soit une véritable force pour la paix dans le monde. Aussi doivent-ils rejeter la participation du Canada à la production d'armements et à leur vente pour répondre aux besoins de la machine de guerre des États-Unis.

La classe ouvrière du Canada est composée des fils et filles de pays de toutes les régions du monde, et plusieurs sont venus au Canada pour fuir la guerre et le conflit. Ils ne veulent pas faire partie de la machine de guerre américaine ni de la production de guerre.



La classe ouvrière n'accepte pas le refus du gouvernement canadien de défendre les emplois manufacturiers dont le Canada a besoin, alors que les ministres du cabinet et le personnel militaire servent de courtiers pour l'industrie de l'armement. Elle veut un secteur manufacturier au Canada qui approvisionne les Canadiens en ce dont ils ont besoin et rejette la destruction nationale de compagnies pour qui l'économie canadienne n'est qu'un avant-poste de leur empire mondial. Elle rejette la destruction nationale des manufacturiers d'armements et des profiteurs de guerre qui détruisent les autres peuples, leurs pays, ainsi que l'environnement naturel, pour se remplir les poches.

Pour faire du Canada une Zone de paix, qui met fin à la production de guerre et à la destruction de l'environnement naturel et social et défend la cause de la paix partout, il faut entreprendre le travail pour s'investir du pouvoir politique et rompre avec le système cartel de partis qui empêche le

peuple de parler en son propre nom. Ces partis anti-démocratiques des riches engendrent des gouvernements sur lesquels le peuple ne peut exercer aucun contrôle et dont l'objectif est de servir des intérêts privés étroits, comme l'a montré le scandale de SNC-Lavalin, ou l'OTAN et la machine de guerre américaine. De tels gouvernements dans lesquels le peuple n'a aucune voix ne réservent que plus de malheurs pour le peuple. L'heure est venue d'établir de nouveaux arrangements.

Notes

1. « U.S. Military Is World's Biggest Polluter », *Mint Press News*, 15 mai 2017
2. « U.S. Department of Defense is the Worst Polluter on the Planet », *Project Censored*, 2 octobre 2010

(Photos : LML, K. Tarasoff, D. Frank)

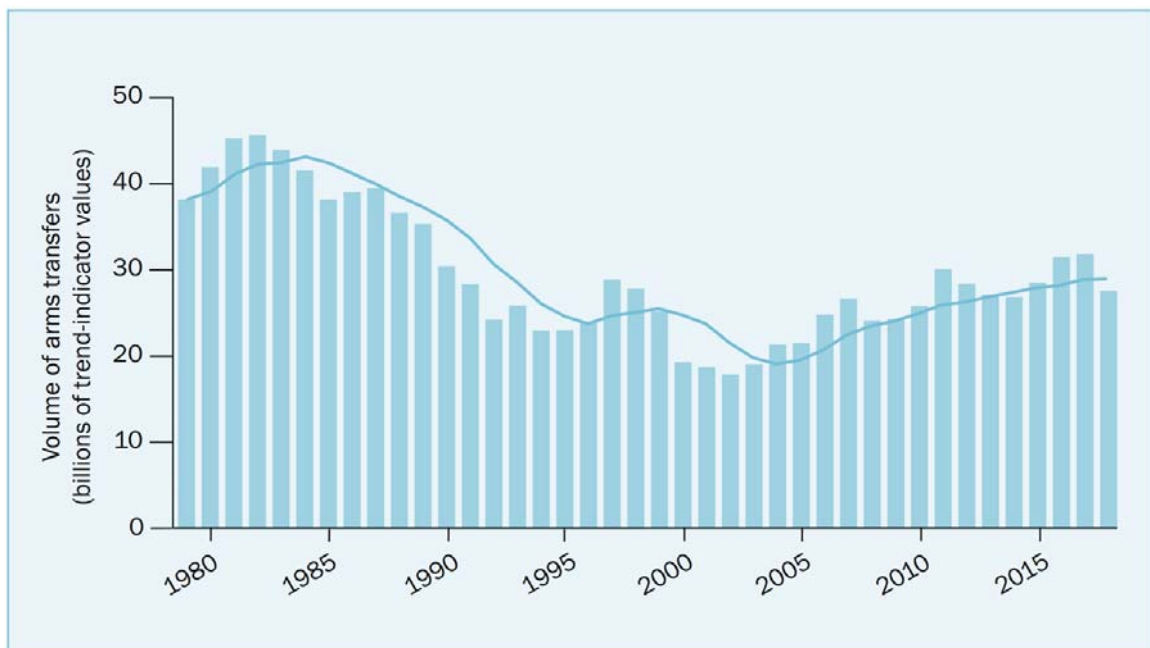


À titre d'information

Le commerce des armes à l'échelle mondiale

Le monde consacre 1,69 billions de dollars aux dépenses militaires par an, dont environ 375 milliards de dollars sont destinés à l'achat d'armes en particulier.

Selon les données sur les transferts d'armement publiées en mars par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le volume des transferts internationaux d'armes principales sur la période 2014-2018 était supérieur de 7,8 % à celui de 2009-2013 et de 23 % par rapport à 2004-2008.



La tendance de 1979 à 2018 dans le transfert international d'armes principales.
Données et graphique : SIPRI

Les cinq principaux exportateurs en 2014-2018 étaient les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine. Ensemble, ils représentaient 75 % du volume total des exportations d'armes en 2014-18. Parmi eux, les États-Unis sont de loin les plus importants.

Les exportations d'armes américaines ont augmenté de 29 % entre 2009-13 et 2014-18, et la part des États-Unis dans les exportations mondiales totales est passée de 30 % à 36 %. L'écart entre les deux principaux pays exportateurs d'armes a également augmenté : les exportations américaines d'armes principales ont dépassé de 75 % celles de la Russie en 2014-2018, alors qu'elles n'avaient augmenté que de 12 % en 2009-13. Plus de la moitié (52 %) des exportations d'armes américaines ont été destinées au Moyen-Orient en 2014-2018.

« Les États-Unis ont encore renforcé leur position de premier fournisseur d'armes au monde, affirme la Dre Aude Fleurant, directrice du programme Dépenses militaires et en armement du SIPRI. Les États-Unis ont exporté des armes vers au moins 98 pays au cours des cinq dernières années. Ces livraisons comprenaient souvent des armes de pointe, telles que des avions de combat, des missiles balistiques de croisière et à courte portée, ainsi qu'un grand nombre de bombes guidées. »

Les exportations d'armes provenant de la Russie ont diminué de 17 % durant les périodes de 2009 à 2013 et de 2014 à 2018, en raison notamment de la réduction des importations d'armes de l'Inde et du Venezuela. Durant les deux mêmes périodes, la France a augmenté ses exportations d'armes de 43 % et l'Allemagne de 13 %. Pour la seule période de 2014 à 2018, les exportations combinées d'armes provenant des États membres de l'Union européenne ont représenté 27 % des exportations mondiales d'armes.

Un petit nombre de pays hors d'Europe et d'Amérique du Nord sont de grands exportateurs d'armes. La Chine était le cinquième exportateur d'armes en 2014-18. Alors que les exportations d'armes chinoises ont augmenté de 195 % de 2004 à 2008 et de 2009 à 2013, elles n'ont augmenté que de 2,7 % durant les périodes de 2009 à 2013 et de 2014 à 2018. Les exportations d'armes provenant d'Israël, de la Corée du Sud et de la Turquie ont considérablement augmenté, soit respectivement 60 %, 94 % et 170 %, durant les périodes de 2009 à 2013 et de 2014 à 2018.

Le tableau ci-dessous montre le rôle joué par les États-Unis en tant que premier fabricant mondial d'armes. Il indique les 10 principales fabricants d'armes dans le monde par pays, par chiffre d'affaires de ventes d'armes et par pourcentage de leurs ventes totales, selon les données du SIPRI :

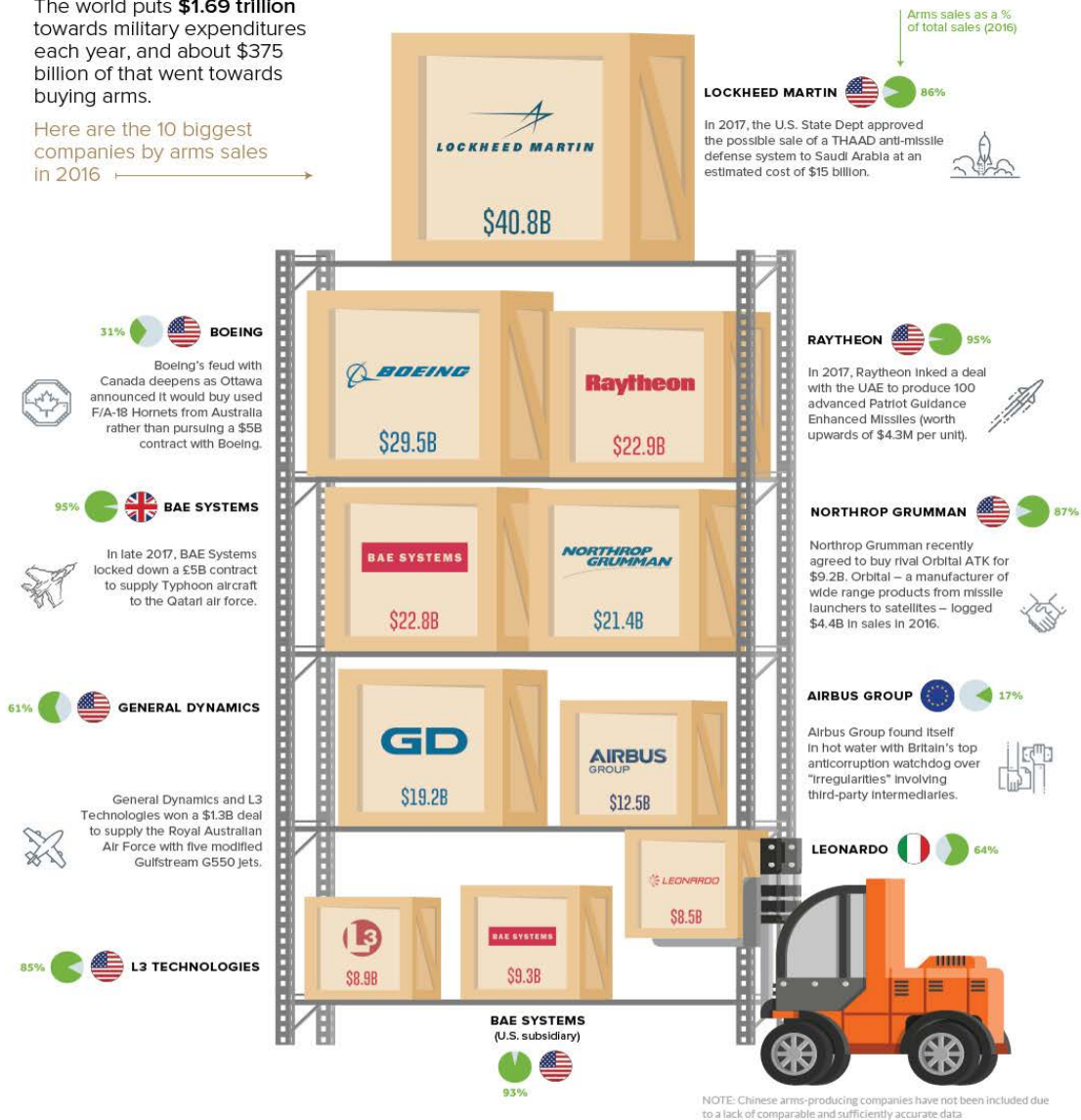
Rank	Company	Country	Arms sales (2016)	Arms as % of sales
#1	Lockheed Martin	USA	\$40.8B	86%
#2	Boeing	USA	\$29.5B	31%
#3	Raytheon	USA	\$22.9B	95%
#4	BAE Systems	UK	\$22.8B	95%
#5	Northrop Grumman	USA	\$21.4B	87%
#6	General Dynamics	USA	\$19.2B	61%
#7	Airbus Group	EU	\$12.5B	17%
#8	BAE Systems (U.S.)	USA	\$9.3B	93%
#9	L3 Technologies	USA	\$8.9B	85%
#10	Leonardo	Italy	\$8.5B	64%

WHICH COMPANIES DOMINATE THE GLOBAL ARMS TRADE?

A look at the world's top defense companies by arms sales

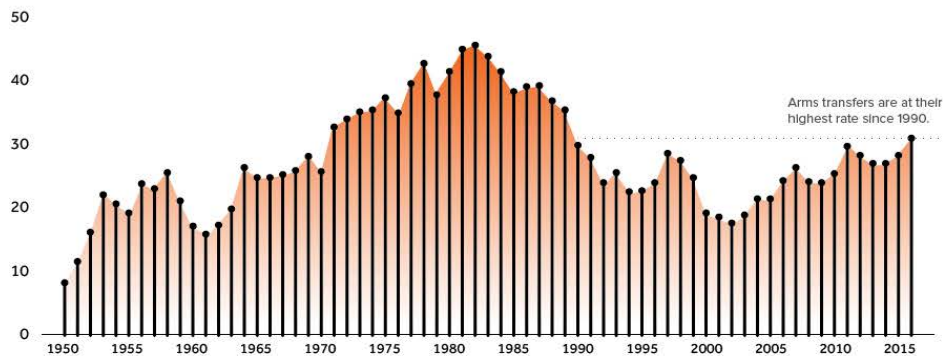
The world puts **\$1.69 trillion** towards military expenditures each year, and about \$375 billion of that went towards buying arms.

Here are the 10 biggest companies by arms sales in 2016



THE MARKET'S HEATING UP

Volume of arms transfers (Billions of trend-indicator values*)



SOURCE: SIPRI *Based on the known unit production costs of a core set of weapons

visualcapitalist.com



Cliquer pour agrandir

Parmi les dix premières entreprises en termes de chiffre d'affaires, sept sont américaines. Les trois autres sont Airbus, dont 17 % des ventes proviennent de la production d'armes, ainsi que BAE Systems au Royaume-Uni et Leonardo en Italie.

En se classant parmi les 100 principales entreprises d'armement en termes de chiffre d'affaires, les sociétés américaines ont représenté 58 % du total des ventes d'armes (ce chiffre ne comprend pas les ventes des sociétés chinoises pour lesquelles des données complètes n'étaient pas disponibles). Ce chiffre représenterait une approximation grossière du pourcentage des ventes mondiales d'armes par les fabricants d'armes américains. En 2016, parmi les 100 plus grands fabricants d'armes, les entreprises américaines ont vendu pour une valeur de 217,2 milliards de dollars, une augmentation de 4,0 % par rapport à l'année précédente.

Doublement des importations d'armes par les États du Moyen-Orient de 2014 à 2018

SIPRI informe que les importations d'armes par les États du Moyen-Orient ont augmenté de 87 % de 2009 à 2013 et de 2014 à 2018 et ont représenté 35 % des importations mondiales d'armes de 2014 à 2018.

L'Arabie saoudite est devenue le plus grand importateur d'armes au monde de 2014 à 2018, avec une augmentation de 192 % par rapport à la période de 2009 à 2013. Depuis 2015, elle a mené une agression militaire contre le Yémen, un pays voisin.

Les importations d'armes par l'Égypte, troisième importateur d'armes de 2014 à 2018, ont triplé (206 %) de 2009 à 2013 et de 2014 à 2018. Les importations d'armes par Israël (354 %), le Qatar (225 %) et l'Iraq (139 %) ont également augmenté durant les deux mêmes périodes. Cependant, les importations d'armes par la Syrie ont chuté de 87 %.

Le SIPRI note que la demande d'armes en provenance des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France est très forte dans la région, notant également que la Russie, la France et l'Allemagne ont considérablement augmenté leurs ventes d'armes à l'Égypte au cours des cinq dernières années.

L'Asie et l'Océanie sont les plus importateurs d'armes en tant que région

Le SIPRI indique que les États d'Asie et d'Océanie ont reçu 40 % des importations mondiales d'armes durant la période de 2014 à 2018, mais que leur nombre a diminué de 6,7 % par rapport à la période de 2009 à 2013. Les cinq principaux importateurs d'armes de la région ont été l'Inde, l'Australie, la Chine, la Corée du Sud et le Vietnam.

L'Australie est devenue le quatrième plus grand importateur d'armes au monde durant la période de 2014 à 2018, après que ses importations d'armes aient augmenté de 37 % par rapport à la période de 2009 à 2013. Les importations d'armes indiennes ont diminué de 24 % durant les périodes de 2009 à 2013 et de 2014 à 2018. La Russie a représenté 58 % des importations d'armes de l'Inde de 2014 à 2018. Les importations d'armes chinoises ont diminué mais il s'agissait toujours du sixième importateur d'armes au monde de 2014 à 2018.

« L'Inde a commandé une grande quantité d'armes importantes à des fournisseurs étrangers ; toutefois, les livraisons sont souvent considérablement retardées, affirme Siemon T. Wezeman, chercheur principal du programme sur les dépenses militaires et l'armement du SIPRI, parce que la Chine a plus de succès dans la conception et la production de son propre armement moderne. »

Le rôle du Canada dans le commerce mondial des armes – Données de 2017 extraites du rapport d'Affaires mondiales

« [...] Le présent rapport porte sur les marchandises et les technologies conçues à des fins militaires, et il ne comprend aucune donnée sur les produits à double usage et d'importance stratégique. [...] »

« Affaires mondiales Canada ne recueille aucune donnée sur la plupart des exportations militaires à destination des États-Unis. L'Accord sur le partage de la production de défense, qui est un accord canado-américain en place depuis les années 1950, a facilité la création d'une base technologique et industrielle nord-américaine intégrée, tout en soutenant la relation commerciale entre le Canada et les États-Unis. Par conséquent, la plupart des marchandises militaires échangées entre le Canada et les États-Unis ne nécessitent pas de permis, et ne sont donc pas prises en compte dans le présent rapport. »

Sommaire des données principales :

- Au cours de l'année civile 2017, les exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires autorisées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation ont totalisé environ 1,031 milliards de dollars.
- La plus grande part (962,1 millions de dollars ou 93,3 %) de ces exportations était destinée aux pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou à d'autres pays inscrits sur la Liste des pays désignés (armes automatiques) [LPDAA]. Veuillez-vous reporter à l'annexe B pour connaître la liste des pays de la LPDAA.
- L'Arabie saoudite, qui a importé pour environ 497,5 millions de dollars de marchandises militaires canadiennes en 2017 (ce qui représente 48,25 % de la valeur totale des exportations canadiennes de marchandises militaires vers des destinations autres que les États-Unis), a été le pays de destination le plus important.
- Le Royaume-Uni a été le deuxième pays de destination le plus important, autre que les États-Unis ; il a importé pour environ 89,47 millions de dollars de marchandises militaires canadiennes (ce qui représente 8,68 % de la valeur totale des exportations canadiennes de marchandises militaires vers des destinations autres que les États-Unis).
- Sept pays de l'OTAN ont compté parmi les dix principales destinations au cours de la même période, à savoir : le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Turquie, la France, les Pays-Bas, la Norvège et le Luxembourg. »

Tableau 1 : 2017 – Valeur totale des exportations de marchandises et technologies militaires vers les destinations en fonction de la relation en matière de défense

Rapport à la défense	Valeur	Pourcentage
Pays de l'OTAN	339 119 356,06 \$	32,88%
Non-OTAN	622 995 346,12 \$	60,42%
Aitres	69 062 329,54 \$	6,70%
Total des exportations non américaines de biens et de technologies militaires	1 031 177 031,72 \$	100,00%

Graphique 1 : 2017 – Exportations de marchandises et de technologies militaires en fonction de la relation en matière de défense

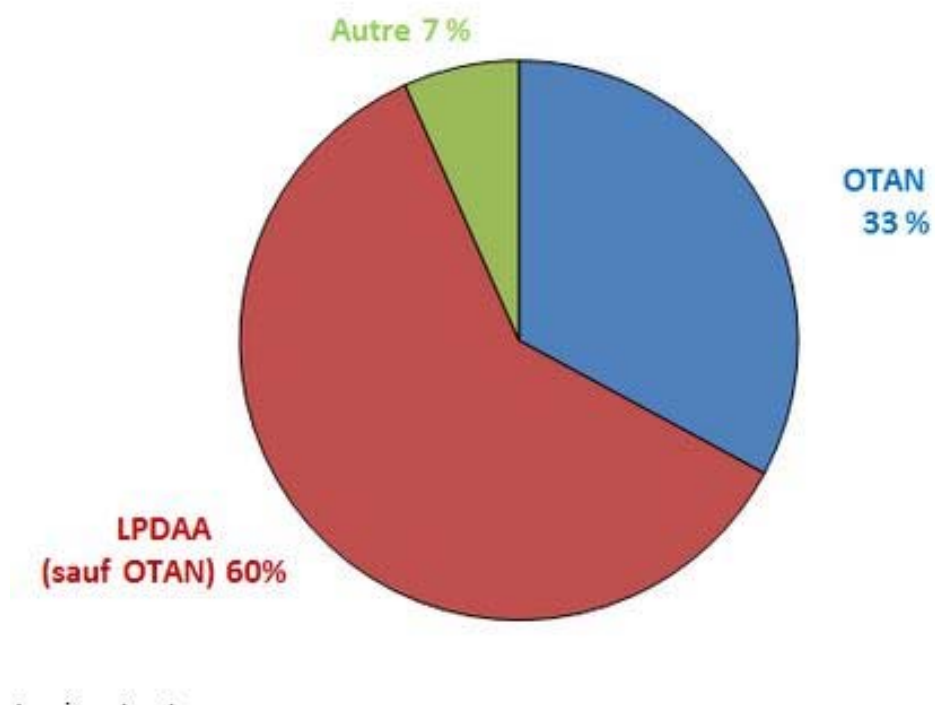


Tableau 2 : 2017 – Licences d'exportation utilisées et valeur réelle des exportations par région

Région	Nombre de permis	Valeur des exportations
Amériques	44	7 472 693,56 \$
Asie-Pacifique	375	143 914 728,91 \$
Europe	1282	354 617 819,98 \$
Moyen-Orient et Afrique	436	525 171 789,27 \$
Total	2137	1 031 177 031,72 \$

Graphique 2 : 2017 – Valeur des exportations de marchandises et de technologies militaires – Pourcentage par région

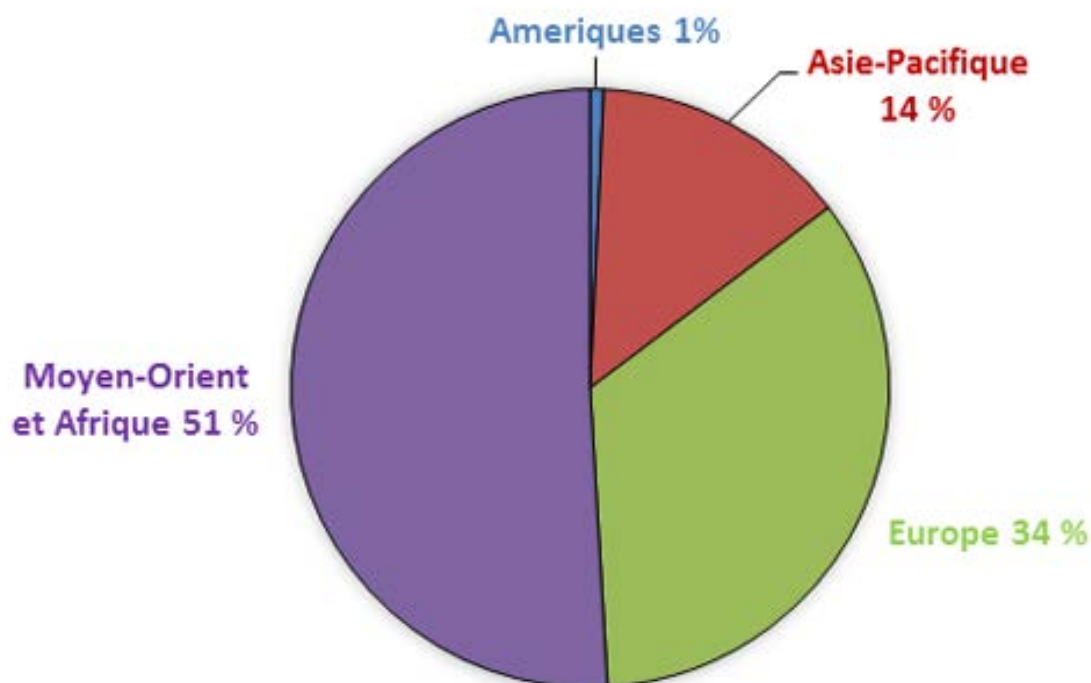


Tableau 3 : 2017 – Dix principales destinations des marchandises et technologies militaires du Canada (excluant les États-Unis)

Destination	Valeur totale	Pourcentage
Arabie saoudite	497 494 143,06 \$	48,25 %
Royaume-Uni	89 466 775,67 \$	8,68 %
Australie	86 473 822,95 \$	8,39 %
Allemagne	65 924 517,97 \$	6,39 %
Turquie	48 269 530,60 \$	4,68 %
France	26 007 852,73 \$	2,52 %
Pays-Bas	25 548 952,80 \$	2,48 %
Norvège	19 395 728,67 \$	1,88 %
Luxembourg	17 202 702,99 \$	1,67 %
Japon	17 001 286,47 \$	1,65 %

[...]

Pour le rapport complet, cliquer [ici](#).

(Sources : SIPRI, Affaires mondiales Canada, Zero Hedge)



**Pour des relations de nation à nation et la fin du
génocide des peuples autochtones**

Journée nationale d'action le 27 mai

Rassemblement pour les droits autochtones



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Les chefs des Premières Nations des Traités 6, 7 et 8 organisent une journée d'action le 27 mai pour s'opposer aux attaques génocidaires contre les peuples autochtones suite aux actions régionales qui ont déjà eu lieu.

Une des formes que prennent ces attaques est le projet de loi C-92 du gouvernement Trudeau qui restructure le système de protection de l'enfance autochtone. Le projet de loi est actuellement devant le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones, qui a déposé son rapport le 13 mai.

Le projet de loi C-92 est présenté comme un moyen de lutter contre la surreprésentation des enfants des Premières Nations, des Métis et des Inuits dans le placement familial en confiant le contrôle des services aux gouvernements autochtones. Toutefois, les chefs des Premières Nations de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario affirment que le projet de loi ne respecte ni la souveraineté des Premières Nations, ni les générations futures. Un des problèmes, disent-ils, est que le financement prévu par la nouvelle législation sera toujours accordé aux provinces plutôt qu'aux Premières Nations.



« Tant que les provinces ne seront pas exclues du processus, rien ne changera, a déclaré le chef Craig Makinow de la nation crie d'Ermineskin, au sud d'Edmonton. Cela devrait être un processus bilatéral avec le gouvernement fédéral, et la province ne devrait absolument pas participer à la rédaction de ce projet de loi. »



Manifestation contre le projet de loi C-92 à Winnipeg, le 10 mai 2019

Dans le même ordre d'idées, le réseau APTN a publié le 16 mai une vidéo de 2012 mettant en lumière le problème des abus sexuels subis par les jeunes, en particulier les filles autochtones, dans le cadre du système de placement familial. La vidéo montre un officier de la Gendarmerie royale du Canada interrogeant une jeune femme autochtone qui lui confie avoir été victime d'abus sexuel dans un foyer d'accueil en Colombie-Britannique. Dans la vidéo, on peut entendre la policière lui poser des questions, notamment pour savoir si elle était « allumée [...] même un petit peu » au cours de l'abus qu'elle décrit.

Au moins 109 filles ont été victimes de violence sexuelle pendant leur placement en famille d'accueil, dont 74 autochtones, selon un rapport de 2016 de la représentante de l'enfance et de la jeunesse de la Colombie-Britannique, Mary Ellen Turpel-Lafond. Le cas de l'adolescente dans la vidéo de 2012 publiée par APTN était parmi eux. Après la sortie de la vidéo, madame Turpel-Lafond a précisé que la vidéo était loin d'être un cas isolé, soulignant que les politiciens provinciaux et fédéraux savaient bien que cette question posait « des problèmes majeurs » depuis un certain temps.

« La façon odieuse dont cette jeune personne a été traitée, seule dans une salle d'interrogatoire, traitée comme une criminelle, pas une victime, et aussi la formation médiocre de l'intervenante, la suggestion que la victime de violence sexuelle prend plaisir à la violence sexualisée, est fondamentalement offensante, mais c'est une tendance que j'ai vue encore et encore », a-t-elle déclaré.

Livre blanc 2.0 de Trudeau

La Journée nationale d'action convoquée pour le 27 mai et les événements régionaux connexes s'opposent également à ce que l'on a appelé le « Livre blanc 2.0 de Trudeau ». Cela inclut le projet de loi C-86, un projet de loi omnibus portant exécution du budget qui contient des modifications à des lois, notamment la *Loi sur la gestion des terres des Premières Nations* et la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*. Avec ces changements, le gouvernement présente des plans pour remplacer les politiques relatives aux traités modernes (qu'il appelle revendications globales) et à l'autonomie gouvernementale (qu'il appelle politique des droits inhérents). En raison de l'opposition exprimée par les chefs des Premières Nations, la ministre des Relations entre la Couronne et les

peuples autochtones, Carolyn Bennett, a renoncé à introduire ces changements, qui constituent une violation flagrante des droits ancestraux de tous les peuples autochtones, d'ici à juin.



Rassemblement devant le lieu où se tient la conférence politique de l'Assemblée des Premières Nations, le 1er mai 2019, pour demander que l'Assemblée mobilise les peuples autochtones dans toute discussion et décision sur quelque loi proposée par le gouvernement fédéral qui a un impact sur leurs droits

APTN News rapporte :

« Le Canada ne présentera pas encore de nouvelles politiques sur les revendications territoriales globales et les droits inhérents, a déclaré Carolyn Bennett, Relations entre la Couronne et les peuples autochtones, à l'Assemblée des Premières Nations (APN) » le 2 mai.

« L'annonce intervient un jour après que des centaines de citoyens, de chefs et d'aînés se soient rassemblés dans un forum politique de l'APN pour exiger leur participation à toute modification des politiques fédérales ayant une incidence sur leurs droits.

« Les manifestants ont condamné l'échéance de juin, date à laquelle le gouvernement avait précédemment indiqué à certaines Premières Nations qu'il souhaitait que les deux politiques clés soient remplacées.

« La politique des revendications globales s'applique aux cas où les traités ne comprennent pas les droits et les titres autochtones, alors que la politique des droits inhérents traite du droit des peuples autochtones de se gouverner eux-mêmes dans leurs propres communautés et nations. »

En référence à l'annonce de la ministre Bennett, un autre rapport d'APTN indique :

« Elle a annoncé que les libéraux publieront plutôt une directive du Cabinet à l'intention des fonctionnaires fédéraux d'ici la fin juin, 'dans laquelle nous ferions en sorte que la cession, la reddition et l'extinction ne fassent plus partie de la conversation sur la voie de l'autodétermination'.

« Elle a déclaré que la directive respecterait la Déclaration des Nations unies sur les droits des



peuples autochtones et que le gouvernement soutiendrait un processus 'dirigé par les détenteurs des droits et des traités autochtones [...] pour élaborer conjointement des politiques fondées sur les droits susceptibles de remplacer la politique globale des revendications territoriales et la politique sur les droits inhérents'. »

Okimaw Henry Lewis, chef de la nation crie d'Onion Lake à la frontière entre la Saskatchewan et l'Alberta, a déclaré à propos de la journée nationale de protestation et des manifestations régionales : « Nous travaillons avec un réseau de chefs de nations à travers le pays pour alerter notre peuple à ce qui se passe et pour dire au gouvernement qu'ils ne peuvent pas continuer de procéder unilatéralement à l'élaboration de politiques et d'agendas législatifs qui attaquent directement nos droits inhérents et issus de traités, ainsi que notre compétence souveraine. »



Lewis a mis les choses au clair : « Le Canada n'a jamais cessé d'essayer de mettre en oeuvre la politique du Livre blanc de 1969, qui vise à régulariser nos traités internationaux, à nous transformer en municipalités et à nous expulser de nos terres », ajoutant : « En tant que chefs et peuples, nous devons faire front commun pour combattre cet ordre du jour au profit de nos enfants et des générations futures. »

Cela est d'autant plus vrai compte tenu de l'ironie qu'aujourd'hui l'autorité des municipalités est réduite à néant, de sorte qu'elles n'ont plus leur mot à dire sur les questions qui relèvent actuellement de leur compétence.

Le premier Livre blanc présenté en 1969 par le premier ministre de l'époque, Pierre Trudeau, et son ministre de la Justice, Jean Chrétien, visait à abolir la *Loi sur les Indiens* au nom de grands idéaux mais en réalité pour supprimer le droit ancestral. Les peuples autochtones considèrent à la *Loi sur les Indiens* comme un texte de loi raciste abominable qui maintient les relations coloniales et donne la souveraineté à la Couronne. Ils réclament à juste titre des relations de nation à nation qui tiennent le Canada et les provinces pleinement redevables pour les crimes de génocide commis contre eux de manière qui permette de réparer tous les abus que les peuples autochtones ont subis et subissent encore. Le plan du Canada est de désarticuler l'opposition des peuples autochtones de telle sorte que les intérêts supranationaux privés étroits qui ont usurpé le pouvoir de l'État puissent obtenir un faux consentement d'intérêts privés prétendant représenter les Premières Nations et le consentement de ceux qui représentent la Couronne dans des réserves établies sur des « terres de la Couronne ». Mais quelles que soient les fraudes que les gouvernements tentent de commettre, les droits ne peuvent en aucun cas être cédés, retirés ou perdus. Ils appartiennent en droit à leur titulaire et sont fondés sur l'être du titulaire.

Selon CBC News, dans un courriel, « des représentants des relations entre la Couronne et les peuples autochtones et Affaires du Nord Canada ont déclaré que le gouvernement poursuivait ses efforts pour la reconnaissance et la mise en oeuvre des droits des peuples autochtones et la voie de l'autodétermination en partenariat étroit avec les détenteurs des droits des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

« Nos partenaires des Premières Nations ont clairement indiqué que les politiques sur les revendications globales, les revendications particulières et les droits inhérents constituent des obstacles majeurs à l'exercice par les communautés de leurs droits inhérents à l'autodétermination, y compris l'autonomie gouvernementale », indique le communiqué.

« Nous sommes d'accord. C'est pourquoi nous travaillons en partenariat étroit avec les partenaires des Premières Nations pour remplacer ces politiques, en fonction des échéanciers et des processus conçus par les Premières Nations. »

Le courriel indiquait également que l'Assemblée des Premières Nations avait élaboré une proposition relative à un processus dirigé par les Premières Nations et que le gouvernement collaborait avec le groupe pour l'aider à la mettre en oeuvre, a rapporté CBC.

Bien entendu, cela ne tient pas compte du fait que l'Assemblée des Premières Nations reçoit la majeure partie de son financement des gouvernements fédéral et provinciaux et qu'elle leur est redevable. Elle ne parle pas au nom des détenteurs de titres autochtones selon le droit héréditaire. En dépit de la constitution actuelle qui confère la souveraineté à la reine d'Angleterre et non au peuple canadien, aucun gouvernement du Canada ne parviendra à obtenir l'approbation du vol de territoires autochtones.

(Photos : C. Evers, First Nations Family Advocacy Office, A. McIvor, Idle No More, theresistancecampaign.ca, Post Millennial)



Un recours collectif contre le gouvernement fédéral concernant les services aux enfants autochtones

Une requête d'action collective pour la somme de 3,05 milliards de dollars a été déposée le 8 mars contre le gouvernement fédéral au nom des dizaines de milliers de jeunes autochtones qui « ont souffert ou qui sont décédés » en raison de la négligence ou de la discrimination du gouvernement. Il est question de traitement discriminatoire de longue date de la part d'agences gouvernementales, alors que des enfants et des jeunes ont été retirés de leurs familles ou se sont vu refuser les mêmes services prodigués aux non-autochtones.

Le recours collectif est défendu par deux cabinets juridiques, Sotos LLP (Toronto) et Kugler Kandestin LLP (Montréal). Dans leur communiqué de presse du 8 mars, on peut lire :

« Il s'agit de deux formes de discrimination. D'abord, le sous-financement chronique par le gouvernement des Services aux familles et à l'enfance autochtones a fait en sorte qu'un nombre catastrophique de jeunes autochtones ont été retirés de leurs familles et de leurs communautés et placés dans des foyers d'accueil — ce qu'on appelle désormais le 'Millennial Scoop'. » Selon la requête, non seulement les services aux communautés autochtones ont-elles été sous-financés, mais le financement existant serait lié au nombre d'enfants retirés des réserves et placés en foyer d'accueil. « L'incitatif financier de retirer les enfants autochtones de leurs maisons est ce qui explique le nombre incroyable d'enfants autochtones à avoir été pris en charge par l'État ». Aussi, « il y a aujourd'hui approximativement trois fois plus d'enfants pris en charge par l'État qu'au plus fort du phénomène des pensionnats dans les années 1940. »



La deuxième question soulevée par le recours collectif est « l'échec du gouvernement à honorer le principe de Jordan, ce qui a eu pour conséquence que des dizaines de milliers de jeunes des

Premières Nations se sont vus refuser les services et les produits nécessaires en raison de chicanes bureaucratiques au sujet de quel niveau de gouvernement — fédéral ou provincial — ou quel ministère du gouvernement fédéral, allait assumer les coûts. Dans les deux cas, le Tribunal canadien des droits de la personne (le 'Tribunal') a tranché qu'il s'agissait d'une discrimination systématique contre les jeunes des Premières Nations dans la décision historique de *La Société canadienne des services aux familles et aux enfants des Premières Nations et al contre le Canada*, 2016, CHRT 2. »

Le principe de Jordan est un important règlement juridique établi en 2005. Il a été nommé en mémoire de Jordan River Anderson, un enfant de la nation crie du Norway House au Manitoba, qui avait passé plus de deux ans dans un hôpital en raison d'une dispute entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Le garçon de cinq ans est décédé à l'hôpital sans jamais retourner chez lui. Il s'agit du principe de l'enfant d'abord qui vise à régler les conflits juridictionnels au sein des gouvernements provinciaux/territoriaux et fédéraux, et entre eux, au sujet des paiements de services prodigués aux enfants autochtones, et à veiller à ce que ceux-ci aient le même accès aux services gouvernementaux que tous les autres enfants du Canada et que ces services soient prodigués immédiatement. Au cours des années intermédiaires, divers bureaux et agences et des instances internationales ont sans cesse rappelé à l'ordre le gouvernement fédéral pour sa négligence à défendre le principe de Jordan.

Plutôt que de reconnaître les conditions effroyables auxquelles sont confrontés les peuples autochtones, en particulier les jeunes, en grande partie dues à l'assaut génocidaire de l'État canadien et son refus d'honorer ses obligations constitutionnelles et de traité, le communiqué affirme qu'au cours des neuf dernières années les gouvernements canadiens ont contesté les décisions du Tribunal canadien des droits de la personne « que ce soit sur la question de financer les services aux enfants et aux jeunes dans les réserves ou de leur refus de se conformer au principe de Jordan » de même que la portée discriminatoire de ces actes. Selon le cabinet juridique, le « gouvernement a perdu dans les deux cas. Le Tribunal a décidé que le gouvernement avait fait preuve de discrimination systémique envers les jeunes des Premières Nations à l'encontre de la section 5 de la *Loi canadienne des droits de la personne*. Grâce à ce procès, les requêtes juridiques ont été reconnues, fondées sur les mêmes conclusions factuelles tirées par le Tribunal. Aussi, un dédommagement est demandé pour les jeunes des Premières Nations qui ont été lésés par ces actes. »



Le principal plaignant de ce procès est Xavier Moushoom, dont la situation reflète ce qui vivent plusieurs jeunes autochtones partout au Canada. Moushoom est un homme algonquin de la nation Anishinabe du Lac-Simon au Québec. De l'âge de neuf à dix-huit ans, il a vécu dans des familles d'accueil. « Arrivé à l'âge adulte, M. Moushoom avait perdu ses racines, sa culture et sa langue », lit-on dans la requête.^[1]

Tout indique que peu importe les excuses que l'État canadien a faites aux peuples autochtones au fil des années, il poursuit sa politique de génocide et d'assimilation envers eux, qui est le fondement même sur lequel le Canada a été créé.

Il s'agit du troisième recours collectif contre le gouvernement canadien sur le traitement des enfants

autochtones de plusieurs générations. L'une d'elles, portant sur les survivants du système des pensionnats, qui a existé de 1879 à 1996, a été réglée en 2005/2006. La deuxième, portant sur les tristement célèbres « Sixties Scoop » par lesquels les enfants autochtones ont été enlevés en masse et placés dans des foyers d'accueil avec des familles non autochtones, portait sur la perte de la culture, de la langue et de l'identité. Elle n'a pas soulevé la question des abus subis par les enfants dans ces foyers d'accueil. Cette action a été réglée en 2017.

Note

1. Pour lire la requête d'action collective au complet (en anglais), [cliquer ici](#).

(Photos: LML, R.L. Birchark)



Les Unist'ot'en intentent une action en justice contre le plan archéologique de Coastal GasLink



Territoire d'une région appelée Camp 9A où des artefacts ont été trouvés en février 2019

La Maison Unist'ot'en, aussi appelée Dark House, a déposé une demande d'examen judiciaire devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique concernant le projet de pipeline Coastal GasLink. La révision judiciaire conteste la décision de la BC Oil and Gas Commission (BCOGC) et de la direction provinciale de l'archéologie d'accepter un plan d'atténuation archéologique préparé par Coastal GasLink sans engager de consultation avec Dark House.

Le 13 février 2019, plusieurs outils en pierre lithique ont été trouvés sur le territoire de Dark House dans la partie du projet appelée Camp 9A. Au total, six artefacts ont été récupérés, dont deux pointes de projectile biface, trois fragments de pointe de projectile et un fragment de projectile.

Le camp 9A est incontestablement sur notre territoire et soumis à nos titres et droits ancestraux. Collectivement, ces artefacts constituent une preuve importante de l'utilisation et de l'occupation de la région par les Wet'suwet'en. En tant que tel, Coastal GasLink continue de perturber un site

archéologique important qui renseigne sur l'histoire des Wet'suwet'en, l'occupation de ce territoire et les preuves potentielles de leurs droits et titres.

Depuis que les artefacts ont été découverts pour la première fois, Dark House a demandé à maintes reprises à la Direction de l'archéologie et à la BCOGC d'être consultée sur la protection et la préservation du site archéologique perturbé, ainsi que sur le risque élevé que d'autres sites soient affectés par Coastal GasLink, aucune évaluation d'impact n'ayant été réalisée sur le territoire. La Commission et la Direction de l'archéologie ont tout de même accepté le plan d'atténuation de Coastal GasLink pour les sites archéologiques et ont autorisé la reprise des travaux dans le camp 9A sans consulter Dark House. À ce jour, aucune tentative n'a été faite d'inclure les Unist'ot'en dans les travaux archéologiques menés sur leur propre territoire.



L'archéologue de Dark House a identifié un certain nombre de lacunes importantes dans le plan et a consulté des dirigeants héréditaires de la Maison préoccupés par la perte et la destruction de leur patrimoine culturel. En raison de la décision de la Direction de l'archéologie et de la BCOGC d'approuver le plan d'atténuation de Coastal GasLink sans consultation, il existe un risque sérieux que la culture et le patrimoine des Wet'suwet'en soient endommagés ou détruits.

Dark House a décidé de déposer une demande d'examen judiciaire afin de protéger son territoire et son patrimoine culturel conformément à la loi des Wet'suwet'en et de veiller à ce que la Couronne s'acquitte de ses obligations constitutionnelles.

« Nous nous attendons, comme toujours, à ce que nos droits et nos lois autochtones soient respectés. Il est inacceptable que la Couronne continue d'agir par l'intermédiaire de ses agents de manière à écarter complètement l'obligation de nous consulter sur les questions relatives à nos territoires non cédés. Le refus délibéré de la province de nous respecter dans un rapport de nation à nation est un consentement à la destruction des vestiges laissés par nos ancêtres qui établissent leur présence sur notre Yintah [territoire]. C'est un autre exemple de poursuite de l'oppression et de la violence contre les peuples autochtones de ce pays. Notre objectif est de tenir le Canada responsable par le biais de son système juridique. Par cet examen judiciaire, nous donnons aux tribunaux canadiens l'occasion de faire respecter la justice et d'honorer ses propres lois », a déclaré Dre Karla Tait, membre de Dark House et directrice de la programmation clinique du Centre de guérison.

(Camp Unistoten, 8 mai 2019. Traduit de l'anglais par LML. Photos : page Facebook Wet'suwet'in)



Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique et les Wet'suwet'en envoient un message à l'ONU

Des représentants des peuples autochtones du monde entier se sont réunis au siège des Nations unies à New York pour la 18e session de l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones du 22 avril au 3 mai pour débattre de questions relatives à la reconnaissance de leurs droits humains internationalement reconnus, en particulier en ce qui a trait à la langue, aux connaissances traditionnelles et à l'autodétermination.



Des représentants de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique (UBCIC) et des chefs héréditaires des Wet'suwet'en se sont rendus aux Nations unies pour faire comprendre aux gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique qu'il ne pouvait y avoir de développement de projets de ressources naturelles, de lois ou de politiques qui affectent les peuples autochtones sans leur consentement libre, préalable et éclairé.

Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire-trésorière de l'UBCIC, a déclaré : « Il est essentiel que les États, lorsqu'ils mettent en oeuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, le fassent de manière significative et dans son ensemble, et non de manière sélective en fonction de considérations politiques. Le projet d'extension du pipeline Trans Mountain, le barrage du site C et la catastrophe de la mine Mount Polley sont des exemples de la façon dont le Canada continue de violer les droits des peuples autochtones, malgré les avertissements provenant de l'arène internationale. Il est clair que le Canada suit une politique de distorsion des faits et ne prétend dialoguer avec les Premières Nations que pour cimenter sa présence dans des projets d'entreprise lucratifs. » Sur le thème des connaissances traditionnelles, Kukpi7 Wilson a attiré l'attention sur les langues autochtones et a déclaré : « Il est urgent que les États soutiennent la revitalisation de nos langues et de nos systèmes de connaissances avec la même énergie qu'ils ont mise à détruire, et cela la disponibilité d'un financement permanent, soutenu et durable. »



Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire trésorière de l'UBCIC, intervient à l'ONU

Na'Moks, chef héréditaire des Wet'suwet'en, a invité Victoria Tauli-Corpuz, rapporteure spéciale des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, à se rendre dans les territoires des Wet'suwet'en, et a déclaré de la tribune : « Nous, peuples autochtones, avons le droit de protéger et de défendre nos foyers et nos territoires. Nous avons le droit de donner notre consentement libre, préalable et éclairé à toute activité industrielle touchant nos terres et territoires, par l'intermédiaire de nos propres institutions représentatives. Nous sommes le gouvernement sur nos terres. Nous ne

devons pas être menacés ou criminalisés pour l'exercice de ces droits acquis. »

(UBCIC, 1er mai 2019. Traduit de l'anglais par LML)



La visite de Trump en Grande-Bretagne

Une opposition massive s'organise



Opposition massive à la visite de Trump en Grande-Bretagne le 2 juillet 2018

L'organisation Ensemble contre Trump mobilise pour qu'il y ait les plus grandes manifestations possibles contre la visite d'État officielle de Donald Trump en Grande-Bretagne du 3 au 5 juin. Ensemble contre Trump a appelé à une manifestation nationale le 4 juin à partir de 11 heures à Trafalgar Square. La musique et le rassemblement au square commenceront vers midi et les manifestants marcheront vers l'endroit où se trouvera Trump, puisque son itinéraire n'a pas encore été annoncé. Le plan sera donc flexible et il y aura d'autres manifestations dès l'arrivée de Trump et au cours de sa visite de trois jours. Trump doit aussi se rendre en France le 6 juin pour le 75^e anniversaire du débarquement de Normandie. Une visite en Irlande n'a pas encore été confirmée. Ce qui a été confirmé, par contre, est qu'il n'a pas été invité à parler à la Chambre des communes en raison de l'opposition de plusieurs députés et de membres de la Chambre des Lords.

Selon *Workers' Weekly* et d'autres quotidiens, l'opposition à la visite de Trump serait plus importante qu'en juillet 2018, lorsque le président américain avait évité de se rendre à Londres. « L'opposition est dirigée non seulement contre le comportement belliciste et antihumain associé à la présidence de Trump, mais aussi contre le gouvernement britannique et la reine en tant que chef d'État, qui l'ont invité. C'est pourquoi le peuple déclare : 'Pas en notre nom !' »

« Debout contre Trump » est le slogan de base du mouvement antiguerre. Selon *Workers' Weekly* : « Il est souligné que ce sont les forces populaires, le pouvoir humain, qui doivent tenir en échec les impérialistes américains et leurs cohortes. En plus, le peuple a son propre ordre du jour, et c'est de défendre tout ce qui favorise la paix et s'oppose à l'agression. C'est de lutter pour un gouvernement antiguerre ayant une personnalité démocratique imprégnée du facteur humain et de veiller à ce que cessent les agressions et que soient engendrées des relations de paix entre les peuples. »^[1]

« Alors que la présidence Trump intensifie ses actes d'agression contre l'Iran, ses tentatives de changement de régime au Venezuela et ses sanctions illégales contre des régimes progressistes, il devient de plus en plus urgent de prendre position et de bâtir le mouvement contre les crimes contre la paix. *Workers' Weekly* souligne : « La position des peuples du monde pour la paix l'emportera alors qu'ils se battent pour s'investir du pouvoir. C'est une des priorités à l'ordre du jour du peuple. »

Une autre revendication importante du mouvement populaire dans ce contexte est de retirer toutes les bases États-Unis/OTAN de la Grande-Bretagne. Selon *Workers' Weekly* : « Les peuples de la Grande-Bretagne désapprouvent de ces bases d'agression, de domination impérialiste et de 'puissance coercitive' dans leur pays. Ces bases vont à l'encontre de tout le travail pour la paix et pour mettre fin à la doctrine anglo-américaine du chaos, qu'il soit 'contrôlé' ou non. Aussi, pour ce qui est de la course à la 'puissance coercitive' à la fois en Grande-Bretagne et aux États-Unis, le secrétaire des Affaires étrangères Jeremy Hunt a affirmé que son intensification est l'un des trois piliers de la vision du gouvernement pour l'avenir de la Grande-Bretagne. Tout comme Trump, il a fait valoir l'importance d'une augmentation des dépenses militaires et s'est engagé à faire comme le président des États-Unis tout en chantant les louanges de la puissance militaire de 'notre grand allié' les États-Unis et sa 'dominance incontestée'. C'est une déclaration qui en soit ne peut demeurer incontestée. En définitive, lorsque le gouvernement britannique accueillera en décembre la réunion du 70e anniversaire de l'OTAN, l'opposition à cette institution belliciste, dont la raison d'être ne peut être justifiée, sera manifeste. Il y a certainement opposition à l'OTAN, entre autres, à cause de ses tentatives d'imposer la 'puissance coercitive' des États-Unis en Europe et mondialement. »



À Londres le 2 juillet 2018 durant la visite de Trump en Grande-Bretagne

« Tout comme aux États-Unis, où les forces populaires prennent position contre la direction que prend le pays, les gens en Grande-Bretagne disent non aux crimes contre l'humanité et affirment qu'il ne peut y avoir de 'relation spéciale' avec les États-Unis de Trump 'en leur nom'. Ils affirment plutôt que la lutte pour leurs droits et les droits de tous doit l'emporter sur les efforts des élites dirigeantes de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour fouler aux pieds ces droits.

« C'est crucial puisque les tentatives de blâmer des sections du peuple pour ce dont sont responsables ceux qui mettent en oeuvre l'ordre du jour néolibéral et engendrent le chaos doivent être rejetées. C'est précisément cet ordre du jour et ceux qui sont responsables de sa mise en oeuvre qui engendrent une telle anarchie et une telle violence. En ce sens, et dans le contexte de défendre les droits de tous, le peuple affirme : 'pas en notre nom' et rejette les attaques contre les travailleurs immigrants, les réfugiés et les chercheurs d'asile. Clairement, c'est le maraudage mondial des élites dirigeantes qui représentent les oligopoles et leur exploitation des peuples et des ressources matérielles à l'échelle mondiale, ainsi que le 'changement de régime' et leurs activités destructrices contre ce qu'ils ne peuvent contrôler, qui engendrent et ont engendré la crise des personnes déplacées, de la traite des personnes et de l'armée internationale de réserve de main-d'oeuvre à bon marché.

« Comme partie intégrante de l'opposition de la visite d'État de Trump, les mouvements antiguerre et populaires s'opposent aux guerres injustes et à l'intervention et l'ingérence qui portent le nom de

destruction nationale et qui touchent directement les gens qui cherchent une vie meilleure, qui demandent asile ou qui fuient les conflits. Ultimement, la revendication doit être que ces mêmes gens, en tant que partie intégrante de la classe ouvrière internationale, soient investis du pouvoir pour contrôler leurs propres vies et trouver la stabilité. Le mouvement est très conscient des prises de position de la classe ouvrière aux États-Unis mêmes qui n'accepte pas les attaques tout azimut contre les droits de tous. »

***Développons le mouvement contre la guerre et pour un gouvernement antiguerre !
Mettons tout en oeuvre pour bâtir l'opposition à la visite d'État de Trump !***

Note

1. *Workers' Weekly*, le 18 mai 2019

(Photos: *Workers' Weekly*)

Le mouvement antiguerre continue d'exiger la fermeture des bases américaines en Grande-Bretagne

- *Workers' Weekly* -

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis maintiennent toujours cinq grandes bases de l'armée de l'air en Grande-Bretagne, soit à Fairfield, Molesworth, Alconbury, Lakenheath et Mildenhall[1], malgré l'opposition massive du mouvement antiguerre pendant des décennies qui a mené à la fermeture de nombreuses bases américaines, y compris celle de Greenham Common. Greenham Common est redevenu un parc public en 1997.



En 2015, le commandement européen des États-Unis (EUCOM) a annoncé son intention de fermer la base de Mildenhall dans le cadre d'un examen militaire prévoyant la fermeture de 14 autres bases européennes, y compris les bases de la Royal Air Force (RAF) à Alconbury et Molesworth. Des milliers d'employés américains seront ainsi mutés vers d'autres bases en Grande-Bretagne et en Allemagne. Or, en 2017, Rick Fryer, chef de l'escadron de la RAF à Mildenhall, a annoncé : « Le ministère de la Défense a été informé que le dessaisissement complet de Mildenhall et de la RAF à Alconbury/Molesworth ne se fera pas avant 2024. » Un rapport de la Campagne pour le désarmement du Yorkshire[2] souligne que l'édition du 17 avril 2017 de *Stars and Stripes* (un journal du département américain de la Défense) indiquait que le climat politique et militaire avait changé depuis la décision prise il y a deux ans par l'administration du président Obama et que le plan était révisé sous le président Trump.

Au cours des dernières années également, en plus de leurs bases aériennes, les États-Unis ont élargi et construit leurs bases de « renseignement »[3] à : RAF Croughton ; Morwentsow (Bude), base commune avec le GCHQ ; RAF Digby ; RAF Fylingdales ; et la RAF Menwith Hill dans le North Yorkshire, lien clé des programmes américains de « défense » des missiles et de drones impliqués dans des assassinats extraterritoriaux dans le monde entier. Le commandant britannique des drones est la RAF Waddington à Lincoln. Menwith Hill et les autres bases de « renseignement » américaines

sont devenues encore plus importantes avec la revue de la défense antimissile, dévoilée par Trump en janvier dernier au Pentagone[4]. On y annonçait une mise à niveau majeure des systèmes de défense terrestre et maritime, ainsi que le développement d'une couche de capteurs satellites en orbite basse qui permettraient de suivre de nouveaux types de missiles de croisière et de véhicules hypersoniques à glissement.



Les cinq principales bases des forces de l'air américaines en Grande-Bretagne.
Cliquez pour agrandir.

En juin 2017, Trump a fait la une des journaux en retirant les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat. Parallèlement, il a également été signalé que les États-Unis avaient déployé pour la première fois dans l'histoire à la base de la Royal Air Force de Fairford l'ensemble de leurs bombardiers stratégiques en Grande-Bretagne.[5] Deux bombardiers furtifs B-2, trois avions B-52H Stratofortress et trois lanceurs B-1B ont été exposés au spectacle aérien de Fairford cette année-là.

La base de RAF Lakenheath, la plus grande base de l'armée de l'air des États-Unis en Grande-Bretagne, où, selon les rapports, auraient été entreposées environ 30 armes nucléaires en 2003, héberge aujourd'hui la 48e escadre de chasseurs et soutient trois escadrons prêts au combat, les avions

de chasse F-15E Strike Eagle et les F-15C Eagle. Deux escadrons d'avions américains F-35 (48 au total) y arriveront d'ici 2020. Ils seront les premiers déployés en Europe. Ces escadrons jouent un rôle depuis 2001 dans le cadre de missions de combat et de soutien au combat dans des opérations en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et au Moyen-Orient.

Il convient également de noter que la Grande-Bretagne aide les États-Unis à maintenir certaines de leurs 800 bases militaires à l'étranger - certaines conjointement, comme à l'île de l'Ascension - et continue de louer aux États-Unis des bases militaires stratégiques dont elle s'est emparée à l'étranger, telles que la base de Diego Garcia dans les îles Chagos. Le gouvernement britannique a commis ce crime international en 1965 lorsqu'il a été contraint de décoloniser Maurice mais a gardé les îles Chagos, a expulsé la population et a livré Diego Garcia aux États-Unis pour établir une base militaire qu'ils occupaient encore à ce jour. À présent, le gouvernement britannique fait fi des instructions du plus haut tribunal des Nations unies en 2019 de mener à terme le processus de décolonisation et de remettre les îles Chagos à Maurice et aux personnes expulsées. Il a également été annoncé que Gibraltar, qui est actuellement une base de la marine britannique, deviendra une « base militaire stratégique »[6] clé pour les États-Unis.

Aujourd'hui, le mouvement antiguerre contre les bases américaines s'inspire de la lutte héroïque contre les missiles de croisière américains de Greenham Common dans les années 80 et de ceux qui se battent aujourd'hui contre les armes nucléaires, qui luttent contre les bases d'espionnage américaines de Fylingdales et Menwith Hill et de l'ensemble du mouvement antiguerre qui se lève pour dire « Pas en notre nom ». La classe ouvrière et le peuple aux côtés des peuples du monde poursuivront ce combat pour réaliser leur aspiration à la paix. Les citoyens se sont toujours opposés aux plans de faire de la Grande-Bretagne un tremplin pour les interventions américaines et les guerres à l'étranger, tout comme ils se sont opposés aux interventions bellicistes et militaires des gouvernements britanniques successifs à l'étranger. Faire de la Grande-Bretagne une zone de paix signifie le démantèlement de toutes les bases de l'armée de l'air et d'espionnage américaines ainsi que de celles placées sous le contrôle de la Grande-Bretagne à l'étranger. Ces revendications sont au cœur de la lutte pour la formation d'un gouvernement antiguerre en Grande-Bretagne.



Camp de la paix à Mildenhall

Notes

1. Diverses sources : « U.S. Military Bases in the UK », Yorkshire Campaign for Nuclear Disarmament, 24 octobre 2018; militarybases.com; « UK RAF Stations Map », "Royal Air Force Website, 2019; « RAF Fairford », A Guide to Military Airshows in the UK; www.aeroresource.co.uk
2. Campagne contre le désarmement du Yorkshire
3. « U.S./UK Spy and Communications Bases in the UK », Yorkshire Campaign for Nuclear Disarmament, 26 octobre 2018
4. « Trump announces huge expansion of U.S. missile defense system », Julian Borger, *Guardian*, 17 janvier 2019
5. Campagne contre le désarmement du Yorkshire
6. « Why Gibraltar Matters to The British Military », Forces Network, 31 octobre 2018 ; « Gibraltar wins with Brexit : London to make the Rock a strategic military base », Simon Osborne, *Express*, 28 février 2018 ; « Gibraltar's vital role for the U.S. Navy's operations is underlined », MercoPress, 26 février 2015

À titre d'information

En 2014, à l'occasion du 70e anniversaire de l'établissement des bases américaines en Grande-Bretagne, Seumas Milne a écrit un article pour le *Guardian*, reproduit par la Coalition Stop the War alors présidée par Jeremy Corbyn, intitulé « Après 70 ans de troupes américaines en Grande-

Bretagne, il est temps de les retourner chez elles et de fermer les bases ». L'auteur fait remarquer que « les gouvernements successifs ont hypothéqué la sécurité et l'indépendance de la Grande-Bretagne à une puissance étrangère - et mis ses forces armées, son territoire et ses armes à la disposition d'un système de domination mondiale ».

(Photos : Workers Weekly)

Ne touchez pas à l'Iran!

Les États-Unis menacent l'Iran d'étranglement économique, d'agression et de guerre



Une délégation de militants américains contre la guerre en visite en Iran en mars devant le musée de la paix de Téhéran.

Le 8 mai 2019, l'Iran a annoncé qu'il cesserait ses exportations d'uranium excédentaire et d'eau lourde et a donné 60 jours aux pays restant parties à l'accord (l'Allemagne, la Chine, la France, la Grande-Bretagne et la Russie) pour prendre des mesures concrètes pour protéger les intérêts de l'Iran face aux sanctions américaines.

Face à l'abrogation unilatérale de l'accord par les États-Unis l'année dernière et devant l'intensification des sanctions américaines, l'Iran a déclaré qu'il devait prendre des mesures concrètes pour protéger ses intérêts. Une des mesures prises par les États-Unis a été de révoquer les dérogations qui avaient permis à certains pays de continuer à acheter du pétrole iranien, une mesure rejetée par les cinq membres restants qui ont signé le plan d'action global conjoint (PAGC) - le nom officiel de l'accord international de 2015 sur le programme nucléaire iranien.

En réaction, les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni et la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère, Federica Mogherini, ont publié une déclaration commune dans laquelle ils rejettent le délai fixé par l'Iran, tout en réitérant leur attachement à la mise en oeuvre de l'accord nucléaire.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a critiqué la déclaration de l'UE et affirmé qu'il était injuste d'exiger que l'Iran respecte unilatéralement un accord multilatéral qui a

déjà été abrogé par les États-Unis. Le 8 mai, le vice-ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a déclaré dans une entrevue : « Nous n'avons pas encore quitté le PAGC, mais nous avons mis un tel geste à notre ordre du jour et cela se fera étape par étape. »

« Aucun pays ne peut accuser l'Iran de violer ou de quitter l'accord nucléaire », a souligné le ministre. Il a ajouté que toutes les mesures prises par son pays jusqu'à présent, y compris celle-ci, s'inscrivaient dans le cadre de l'accord.

Le 10 mai, la Force aérienne des États-Unis a reconnu que les bombardiers B-52H Stratofortress dont la Maison-Blanche avait ordonné le déploiement dans le golfe Persique pour contrer les menaces indéterminées de l'Iran étaient arrivés à la Base aérienne Al Oudeid au Qatar la nuit précédente. Le Commandement central des Forces aériennes des États-Unis a publié des photos pour le confirmer. Trump a dit que l'Iran avait été « très menaçant ».

« Nous disposons d'informations, vous ne pouvez même pas imaginer. Ils étaient très menaçants, et nous voulons juste avoir - nous devons avoir une grande sécurité pour ce pays », a déclaré Trump.

Le 12 mai, invoquant une « menace crédible » de la part de l'Iran, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, a annoncé le déploiement d'un groupe d'attaque aéronaval américain au Moyen-Orient,

Les États-Unis veulent provoquer une confrontation avec l'Iran

« Les États-Unis avancent dangereusement vers ce qui semble être une tentative délibérée de provoquer une guerre avec l'Iran, apparemment sur la base de renseignements de menace fournis par Israël », écrit Philip Giraldi, ancien spécialiste de la lutte contre le terrorisme aux États-Unis et officier du renseignement militaire de la CIA dans un article publié le 9 mai.

« Les affirmations du conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, et du secrétaire d'État, Mike Pompeo, selon lesquelles il existe des preuves solides des intentions de l'Iran d'attaquer les forces américaines dans la région du golfe Persique sont presque certainement une fabrication, sans doute délibérément inventée par Bolton et compagnie en collaboration avec le premier ministre Benyamin Netanyahu », écrit-il.

« Elle servira à justifier l'envoi de bombardiers et de ressources aériennes et navales supplémentaires pour faire face à toute tentative de Téhéran de maintenir ses exportations de pétrole, qui ont été bloquées par Washington la semaine dernière. Si la marine américaine tente d'arraisonner des navires transportant du pétrole iranien, elle provoquera sans aucun doute, et à juste titre, une réaction violente de la part de l'Iran, ce qui est précisément ce que cherchent Bolton, Pompeo et Netanyahu », dit-il.

Scott Bennett, un ancien officier de guerre psychologique militaire américain et commentateur politique des États-Unis, a également déclaré que la CIA et le Mossad d'Israël confondent et déforment les renseignements pour pousser les États-Unis dans un conflit militaire avec l'Iran.

Les contradictions entre les États-Unis et l'Union européenne au sujet des sanctions et du recours à la force

Le 13 mai, les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni se sont réunis au siège de l'UE à Bruxelles pour discuter de l'annonce de l'Iran. La haute représentante de l'UE pour la politique étrangère, Federica Mogherini, était également présente. Avant la rencontre, Federica Mogherini a déclaré aux journalistes : « Nous continuerons à le soutenir [le PAGC] autant que nous pouvons avec tous nos moyens et toute notre volonté politique. »

Le secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo, a annulé sa visite à Moscou pour se rendre à Bruxelles où il a tenu des réunions bilatérales afin de partager des prétendus renseignements sur l'Iran avec le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Jeremy Hunt, le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, et le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Mike Pompeo a également rencontré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et Federica Mogherini. La position des États-Unis est d'exercer « le plus de pression possible » sur l'Iran et la menace du recours à la force est clairement exprimée par les déploiements militaires dans la région.

Le représentant spécial des États-Unis pour l'Iran, Brian Hook, a déclaré que Mike Pompeo « a partagé des informations et des renseignements avec nos alliés et a discuté des multiples vecteurs de complot qui émergent de l'Iran ». Mike Pompeo a également pu discuter du Venezuela, de l'Ukraine, de la Syrie, de la Libye et des « questions relatives à l'OTAN ».

Cependant, les reportages sur les réunions du 13 mai indiquent que les États-Unis n'ont pas réussi à convaincre les pays de l'UE d'appuyer leur menace de recours à la force militaire, ni même le renforcement de leur régime de sanctions. Après sa rencontre avec Mike Pompeo, Federica Mogherini a indiqué que « l'attitude la plus responsable à prendre devrait être celle de la retenue maximale et d'éviter toute escalade du côté militaire ».

« Nous sommes très inquiets face au risque qu'un conflit éclate par accident, à la suite une escalade involontaire de part et d'autre », a déclaré le secrétaire d'État des Affaires étrangères britannique, Jeremy Hunt. « Ce dont nous avons besoin, c'est d'une période de calme pour que tout le monde comprenne ce que pense l'autre partie. Avant tout, nous devons nous assurer de ne pas remettre l'Iran sur la voie de la renucléarisation. »

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a déclaré à propos de sa rencontre avec Mike Pompeo : « J'ai une fois de plus clairement fait savoir que nous sommes préoccupés par l'évolution et les tensions dans la région. » Il a ajouté que « Nous ne voulons pas que la situation évolue vers une escalade militaire ». Pour sa part, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a déclaré que la décision des États-Unis d'aggraver les sanctions contre l'Iran « ne nous plaît pas ».

(Strategic Culture Foundation, CNN, Washington Post, Radio Free Europe)



La guerre des sanctions contre l'Iran (III)

- German Foreign Policy -

L'escalade du conflit sur la question de l'Iran entrave les efforts du gouvernement allemand pour poursuivre une politique mondiale indépendante, même contraire aux intérêts des États-Unis. Après que le président des États-Unis, Donald Trump, ait annoncé qu'il imposerait des mesures punitives à tous les pays qui envisagent d'acheter du pétrole iranien, Téhéran a répondu en déclarant que l'Iran pourrait recommencer à enrichir l'uranium si les partenaires de l'accord nucléaire continuaient de violer leurs engagements et refusaient de permettre à l'Iran de vendre librement ses produits. C'est effectivement le cas, car les États-Unis menacent d'imposer des mesures punitives. Les efforts de Berlin pour sauver son commerce avec l'Iran au moyen d'un véhicule financier basé sur le troc restent infructueux. Washington prépare de nouvelles menaces contre ce véhicule (INSTEX, acronyme anglais pour « Instrument in Support of Trade Exchanges », Instrument de soutien aux transactions commerciales). Malgré le blocus commercial de fait, qui est en violation de l'accord nucléaire, la ministre allemande des Affaires étrangères, Heiko Maas, exige que Téhéran se

conforme « totalement » à l'accord nucléaire. Entre-temps, le président américain, Donald Trump, accroît les pressions en imposant de nouvelles sanctions.

L'embargo sur le pétrole

Au cours des derniers jours, le gouvernement Trump a intensifié son agression contre l'Iran de deux manières. D'une part, depuis le début du mois il insiste pour que tous les pays sans exception respectent les sanctions contre Téhéran et cessent d'acheter le pétrole iranien. Dernièrement, les ventes de pétrole ont représenté près de 40 % des revenus de l'Iran. Avec une perte totale de ses revenus pétroliers, le pays est menacé de ruine économique. C'est précisément l'objectif de Washington, provoquer des émeutes de la faim de la population, le renversement du gouvernement et l'installation de forces pro-américaines. Il n'est pas certain que l'administration Trump puisse réussir à asphyxier l'économie de l'Iran. En particulier, la Chine et la Turquie ont protesté contre les menaces des États-Unis de punir ceux qui achèteraient du pétrole iranien à l'avenir. L'Inde a clairement montré son ressentiment, mais a cependant commencé à réduire ses importations de pétrole en provenance d'Iran. En avril, l'Inde a réduit ses importations de près d'un tiers par rapport au mois de mars et de plus de la moitié par rapport au mois de mars 2018. Tüpras, la société turque de raffinage, a annoncé hier qu'elle réduirait à zéro ses importations en provenance de l'Iran. Les pays de l'UE ont déjà complètement arrêté leurs importations de pétrole. Quelle quantité de pétrole l'Iran sera en mesure de vendre sur le « marché gris » reste incertain.

La lutte contre INSTEX

Il n'est pas clair non plus si l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Union européenne réussiront à maintenir leurs échanges commerciaux avec l'Iran au moyen du véhicule financier INSTEX. Jusqu'à présent, INSTEX était considéré comme inutilisable.[1]

Bruxelles a annoncé une augmentation considérable du volume financier de cet instrument et l'intensification de ses efforts de commerce avec l'Iran. Washington, cependant, prévoit déjà d'appliquer des mesures contre INSTEX. Un haut fonctionnaire du Trésor des États-Unis a souligné que les autorités iraniennes, qui coopèrent avec les pays de l'UE dans le cadre de l'INSTEX, ne respectent pas les règles du Groupe d'action financière (GAFI), un organisme créé en 1989 pour lutter contre le blanchiment d'argent et - depuis 2001 - le financement du terrorisme. Ce dernier point est particulièrement pertinent, car le gouvernement Trump a récemment inscrit le Corps des Gardiens de la révolution islamique, le CGRI, sur la liste des « organisations terroristes ». Comme le CGRI a un énorme empire économique, sa classification comme « organisation terroriste » offre de nouvelles options pour saboter le commerce avec l'Iran. Le haut fonctionnaire du Trésor américain a annoncé que les États-Unis saisiraient toutes les occasions pour mettre fin aux relations commerciales de l'Iran.[2]

La diplomatie de la canonnière

En plus de sa présomption d'un droit d'imposer des mesures punitives à l'échelle mondiale à ceux qui importent du pétrole iranien, Washington fait maintenant des menaces militaires. En plus du groupe d'attaque du porte-avions *USS Abraham Lincoln*, dont le déploiement au Moyen-Orient était déjà prévu, le gouvernement Trump a envoyé un escadron de bombardiers B-52 dans la région pour répondre à des « indications menaçantes » de l'Iran.[3] Cela aggrave encore plus les risques d'escalade militaire.

Les briseurs d'accord occidentaux

Téhéran a maintenant réagi, non pas tellement parce que Washington exerce une pression militaire accrue, mais surtout parce que l'accord nucléaire est devenu de fait caduc. Les États-Unis l'ont officiellement rompu et les pays européens ont, sous la pression des sanctions américaines, réduit

considérablement leurs échanges commerciaux avec l'Iran, promis en échange de la fin du programme nucléaire, et ont complètement arrêté d'acheter du pétrole iranien. Même dans les cas de la Russie et de la Chine, il n'est pas clair si les menaces de sanctions du gouvernement Trump peuvent provoquer également une forte baisse des échanges. Dans cet esprit, le gouvernement iranien a imposé aux signataires de l'accord nucléaire un délai de 60 jours pour respecter leurs engagements commerciaux aux termes de l'accord. Maintenant, le gouvernement s'apprête à cesser la vente de l'uranium enrichi excédentaire et, dans 60 jours, il recommencera à produire de l'uranium enrichi, a annoncé le président de l'Iran, Hassan Rohani. « Nous ne nous sommes pas retirés de l'accord nucléaire. Nous ne faisons qu'exercer notre droit légitime de réagir à un bris de contrat. »[4] Dès que les parties à l'accord respecteront leur engagements, l'Iran respectera les siens, a annoncé Hassan Rohani.

Le dilemme allemand

Berlin a un dilemme. Le gouvernement allemand avait soutenu l'accord sur le nucléaire, notamment parce qu'il faisait entrevoir la réouverture du marché iranien, et également des marchés arabes, à l'industrie allemande. Les marchés iraniens sont considérés comme les plus lucratifs de la région.[5] Récemment, dans le conflit sur la violation de l'accord par le gouvernement Trump, le gouvernement allemand avait adopté une position offensive envers Washington, faisant ainsi de ce conflit une pierre de touche de sa volonté d'élaborer la politique mondiale « sur un pied d'égalité » avec Washington.[6] Mais comme Berlin n'est pas en position de protéger son commerce avec l'Iran, notamment son commerce pétrolier, contre les sanctions américaines - les intérêts commerciaux allemands aux États-Unis sont énormes - cette politique est vouée à l'échec. Hier [8 mai], le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, a déclaré avec éclat : « Nous voulons sauver l'accord. » Cependant, Berlin ne respecte même pas ses propres engagements d'élargir sa coopération économique avec l'Iran. Heiko Maas déclare toute de même que Berlin « s'attend » ... « à ce que l'Iran applique pleinement l'accord - à la lettre ».[7] Il n'a pas expliqué pourquoi Téhéran devrait respecter les termes de l'accord alors que les puissances occidentales ne le font pas.

Les prochaines sanctions

En même temps, la situation s'aggrave. Hier [le 8 mai], le président des États-Unis, Donald Trump, a annoncé de nouvelles sanctions aux termes desquelles l'Iran n'est pas censée exporter son deuxième produit d'exportation en importance, l'acier et d'autres métaux. Ces sanctions sont censées s'appliquer à tous les pays. Washington cherche à accélérer l'étranglement de l'Iran. Téhéran doit agir face à l'agression économique. L'effondrement complet de l'accord nucléaire se rapproche donc. Si Berlin ne peut l'empêcher, cela signifiera que sa première tentative de s'opposer aux États-Unis sur la scène mondiale et de s'affirmer comme acteur mondial aura été un échec.

Notes

1. Tel que rapporté par German Foreign Policy. Voir « La guerre des sanctions contre l'Iran (II) », German Foreign Policy, 6 mai 2019.
2. « Il est peu probable que le véhicule commercial UE-Iran respecte les normes anti-blanchiment d'argent: États-Unis », Francois Murphy, Reuters, 8 mai 2019.
3. « B-52 bombers are off to rebuff Iran after threats to U.S. troops ; DoD won't say what those were », Kyle Rempfer, militarytimes.com, 8 mai 2019.
4. « Iran setzt Vertragspartnern 60-Tage-Frist », sueddeutsche.de, 8 mai 2019.
5. Tel que rapporté par German Foreign Policy. Voir « Competing for Business with Iran », German Foreign Policy, 29 avril 2019.

6. Voir : « Die Tauschbörse der EU », German Foreign Policy, 26 septembre 2018.

7. « Außenminister Maas zur Wiener Nuklearvereinbarung mit Iran », Pressemitteilung des Auswärtigen Amts, Berlin, 8 mai 2019.

(Traduit de l'anglais par LML)



Portons attention à la solidarité anti-impérialiste qui se développe

Déclaration du XVIIIe Conseil politique de l'ALBA-TCP



Les ministres des Relations extérieures et les chefs de délégation des pays membres de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique - Traité sur le commerce des peuples (ALBA-TCP)[1], réunis à La Havane à l'occasion de leur XVIIIe Conseil politique ;

Inspirés par les idéaux d'indépendance de Simon Bolivar et de José Martí, par l'héritage des dirigeants de la révolution cubaine Fidel Castro Ruz et de la révolution bolivarienne du Venezuela, Hugo Chavez Frias, dont la pensée et l'oeuvre confirment la pleine validité de la lutte pour l'émancipation des peuples, de la nécessité de préserver la paix, de la coexistence civilisée et de l'unité dans la diversité de la région ;

1. Nous exprimons nos inquiétudes face à l'escalade de l'agression contre Notre Amérique, aux actions contre la paix et à la sécurité régionale, en particulier face aux menaces de recours à la force contre la République bolivarienne du Venezuela, qui constituent des dangers pour la paix régionale en opposition préceptes de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que zone de paix signée par les chefs d'État et/ou de gouvernement lors du deuxième sommet de la CELAC tenu à La Havane les 28 et 29 janvier 2014.

2. Nous soulignons la résistance du gouvernement et du peuple vénézuéliens contre les ingérences extérieures et les mesures coercitives unilatérales contre leur pays.

3. Nous renouvelons notre soutien au président constitutionnel Nicolas Maduro Moros, à la révolution bolivarienne et chaviste et à l'union civile et militaire de son peuple.

4. Nous rejetons la violation de l'inviolabilité des locaux des missions diplomatiques, en violation

totale de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

5. Nous appelons à soutenir l'initiative du Mécanisme de Montevideo regroupant le Mexique, l'Uruguay, la Bolivie et la CARICOM, qui vise à préserver la paix au Venezuela sur la base des principes de non-ingérence dans les affaires intérieures, d'égalité souveraine des États et de règlement pacifique des différends.

6. Nous exigeons le strict respect des buts et principes de la Charte des Nations unies et du droit international, du règlement pacifique des différends, de l'interdiction du recours à la force et de la menace de recours à la force, du respect de l'autodétermination, de la souveraineté, de l'intégrité et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

7. Nous insistons sur le fait que l'application de mesures coercitives unilatérales, rejetées par de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, est contraire aux buts et aux principes consacrés dans la Charte de cette organisation et dans le droit international, constitue une violation de la liberté du commerce et de navigation, menace la paix et la sécurité internationales et limite l'exercice des droits humains des peuples des États contre lesquels elles sont appliquées.

8. Nous ratifions notre soutien au processus de dialogue et de négociation du gouvernement de réconciliation et d'unité nationale du Nicaragua dans sa décision de continuer à défendre sa souveraineté, la paix, les progrès sociaux et économiques notables, ainsi que la sécurité et l'unité nationale atteintes.

9. Nous rejetons le comportement interventionniste du gouvernement des États-Unis, qui utilise à nouveau l'Organisation des États américains et son secrétaire général dans sa politique interventionniste contre la souveraineté, l'autodétermination et l'ordre constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, de la République du Nicaragua et de la République de Cuba.

10. Nous renions la doctrine Monroe, le vieux reflet des ambitions hégémoniques et impérialistes des États-Unis sur les terres et les peuples des Amériques, qui est ravivée aujourd'hui et qui constitue la menace la plus grave et la plus urgente à la paix dans l'hémisphère.

11. Nous réitérons les demandes de la communauté internationale de lever, sans condition, le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis, qui constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains du peuple cubain et dont la nature extraterritoriale affecte tous les États.

12. Nous rejetons la récente décision du gouvernement des États-Unis d'activer le titre III de la *Loi Helms-Burton*, une loi qui renforce la nature extraterritoriale du blocus contre Cuba et porte atteinte aux relations économiques et commerciales internationales de Cuba et aux relations commerciales de la communauté internationale avec Cuba.

13. Nous nous félicitons de l'approbation de la nouvelle Constitution de la République de Cuba, qui exprime son engagement révolutionnaire, sa solidarité et sa conviction intégrationniste.

14. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) en tant que mécanisme de coordination politique régionale fondé sur le strict respect et la défense des principes du droit international, y compris le règlement pacifique des différends, l'interdiction de l'usage et de la menace de l'usage de la force, le respect de l'autodétermination, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

15. Nous appuyons la présidence intérimaire de l'État plurinational de Bolivie de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

16. Nous réaffirmons notre soutien résolu au peuple et au gouvernement boliviens dans leur droit historique et juste de devenir un port de mer souverain.

17. Nous rejetons fermement les mesures prises à l'encontre de nos pays frères des Caraïbes, les considérant comme des juridictions non coopératives, tout en demandant instamment une révision des critères de détermination de « pays à revenu intermédiaire » qui rend difficile l'accès aux prêts et à la coopération internationale.

18. Nous réaffirmons notre soutien constant aux pays des Caraïbes dans leurs demandes d'indemnisation et de justice réparatrice pour le génocide de la population autochtone et les horreurs de la traite des esclaves et de l'esclavage.

19. Nous rejetons l'utilisation sélective et politiquement motivée de la question des droits humains dans le but de créer des conditions de déstabilisation des gouvernements légitimes, de justifier une ingérence dans les affaires intérieures et d'imposer des politiques de changement de régime.

20. Nous nous félicitons de la tenue du XXVe Forum de Sao Paulo du 25 au 28 juillet 2019, car il contribuera au dialogue constant entre les forces politiques progressistes et les mouvements sociaux de la région.

21. Nous nous félicitons également de la réunion ministérielle du Bureau de la coordination du Mouvement des pays non alignés qui se tiendra en République bolivarienne du Venezuela du 20 au 21 juillet 2019 sous le thème « Promotion et consolidation de la paix par respect du droit international ».

22. Nous renouvelons notre engagement en faveur de la coordination, de la coopération et de l'intégration politiques ainsi que de la défense de l'unité face aux ingérences et à la domination politiques et économiques.

La Havane, le 21 mai 2019

Note

1. Dix pays sont membres de l'ALBA-TCP : Antigua-et-Barbuda, la Bolivie, Cuba, la Dominique, la Grenade, le Nicaragua, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Venezuela. Le Salvador et le Suriname, tous deux observateurs, ont participé à la réunion en tant qu'invités. Haïti a le statut d'invité permanent de l'Alliance.

(Ministère des Relations extérieures de Cuba. Traduction : LML. Photo: Parti communiste de Cuba)



La lutte du peuple brésilien à la défense de ses droits

Trois ans après le coup contre Dilma, le pays est dans un état de chaos

- Gleisi Hoffmann, Parti des travailleurs du Brésil -

Trois ans après le coup contre l'ancienne présidente Dilma Rousseff, le Brésil est confronté à une importante crise financière et économique et un avenir qui n'est pas très prometteur. Alors que la démocratie est en danger et que les attaques contre la liberté d'expression et d'opinion font rage sous le gouvernement de destruction de Bolsonaro, tout indique que la destitution de Dilma n'a en rien contribué à la régénération du pays. L'adoption de l'amendement constitutionnel 95, le plafonnement

cruel des dépenses dans le secteur public et les réformes du travail étaient les solutions proposées pour un retour à la croissance. Ce que nous constatons, cependant, est un Brésil en déclin, où la faim est de retour, l'économie est paralysée et au bord de la récession et l'état de droit est mutilé.



Gleisi Hoffmann, Représentante fédérale et présidente nationale du Parti des travailleurs.

Dilma a été destituée dans un frauduleux processus orchestré par l'élite brésilienne mécontente des changements sociaux qui ont eu lieu au cours des dernières années. Dans son dernier discours, au moment de quitter la présidence le 12 mai 2016, après que le sénat eut commencé le processus de destitution, Dilma avait prédit que les réalisations des 13 dernières années étaient en danger. Les administrations du Parti des travailleurs de Lula et de Dilma avaient fait des avances : la pauvreté avait été atténuée, il y avait eu expansion de la classe moyenne, un réseau de protection de l'enfance, des collèges et des écoles techniques pour les jeunes, une augmentation du salaire minimum, des médecins au service de la population, la réalisation du rêve pour 6 millions de personnes d'avoir leur propre

maison et la découverte de champs pré-salifères (pétrole). « C'est l'avenir du pays, ce sont les possibilités et l'espoir de continuer cette marche de l'avant qui sont en danger », avait-elle dit.

Le projet de démantèlement — avec ses attaques contre les droits fondamentaux enchâssés dans la constitution, et le fait qu'on ait empêché Lula de participer aux élections de 2018 en l'accusant et en l'incarcérant sans preuves à l'appui — a été mis en oeuvre.

Le gouvernement illégitime de Michel Temer a gelé les dépenses dans le secteur public pour les 20 prochaines années et a mis fin aux lois du travail consolidées de Getulio Vargas. Puis vinrent la braderie du patrimoine stratégique du Brésil et les tentatives de pleinement privatiser les secteurs du pétrole et de l'électricité, des richesses naturelles du pays, essentielles à tout pays, un affront sans précédent à la souveraineté nationale.

Bolsonaro appuyait la réforme du travail de Temer, qui s'engageait à moderniser les relations de travail et la création de deux millions de nouveaux emplois, mais il en est sorti 13 millions de chômeurs et la moitié de la main-d'oeuvre du pays avec un travail informel ou à la recherche d'un travail. Ce fiasco, en plus d'attaquer les droits des travailleurs, a engendré l'augmentation d'emplois informels ou « pejotização » (forcer les travailleurs à devenir des fournisseurs de services dont la relation aux compagnies est celle de contractants autonomes), ce qui a fait en sorte que les cotisations de sécurité sociale ont chuté en raison d'un marché du travail informel.

Suite à une élection fondée sur les mensonges et sans aucun débat d'idées par les candidats, Bolsonaro a poursuivi le coup et a détruit les réalisations démocratiques du peuple brésilien. Son gouvernement agit en faveur d'un État minimaliste, sous couvert d'une idéologie rétrograde et anachronique pour cacher ses méfaits, révélant ainsi son incapacité à reprendre la voie de la croissance économique et de la réduction de l'inégalité. L'incitation à la haine et à la violence, accompagnée de la persécution politique de quiconque ne pense pas comme lui, sont autant d'indices du comportement malade de Bolsonaro et de ses priorités.

Aussi, il a défendu les coupures criminelles dans la Bolsa Familia (un programme d'aide financière aux familles pauvres permettant aux enfants d'aller à l'école et d'être vaccinés — *note de la rédaction, LML*), a mis fin à Mais Medicos (Davantage de médecins) en congédiant les professionnels cubains qui sont la référence mondiale en termes de soins de santé, a réduit au silence Minha Casa Minha Vida (Ma maison, ma vie), et défend maintenant le démantèlement des

services de santé publics. Bolsonaro a aussi mis fin au Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Consea), la principale instance responsable des politiques de lutte contre la faim.

Maintenant Bolsonaro rend la croissance économique dépendante des coups portés aux régimes de retraite des travailleurs. Il n'y a pas que l'opposition qui critique la réforme des régimes de retraite. Les experts affirment que l'amendement constitutionnel portera atteinte aux aînés les plus démunis, aux travailleurs ruraux et aux femmes. Plus encore, la proposition mettrait fin à la sécurité sociale enchâssée dans la constitution et dont l'existence a rendu possible la mise en oeuvre du réseau de sécurité de l'assistance sociale. Et pour le comble, le ministre de l'Économie, Paulo Guedes, veut aussi exempter le gouvernement d'investir en santé et en éducation.

Le taux de chômage du Brésil est de 12,7 % ; 13,4 millions de Brésiliens cherchent de l'emploi ; 28,5 millions de personnes sont sous employées et 4,8 millions de personnes, découragées, ont cessé de chercher de l'emploi. Puisque l'économie est au beau fixe et qu'il y a absence de confiance dans un président et un gouvernement de destruction nationale qui n'ont aucun projet national, l'industrie brésilienne a ralenti ses activités. Les roues de l'économie ont cessé de tourner et toutes les prédictions semblent confirmer — après seulement cinq mois d'un nouveau gouvernement — que l'année qui s'annonce sera une autre année perdue pour les Brésiliens.

Qui plus est, le gouvernement a décidé de couper des ressources critiques, mettant en danger le fonctionnement même des services publics, en particulier dans les domaines des droits humains, de la culture, de l'éducation et de l'environnement. La compression de 30 % au budget et aux investissements dans les universités brésiliennes réduit l'éducation publique à l'essentiel et met en péril la recherche et la science, annonçant la fin d'une époque.

Nous sommes confrontés à un démantèlement de l'État sans précédent dans ce pays. La force de nos étudiants et de nos enseignants est la pierre angulaire de la résistance et de la lutte contre ce gouvernement destructeur. L'opposition est solidaire. Nous serons ensemble le 15 mai pour lutter contre la régression de l'éducation brésilienne et les abus de Bolsonaro.

Gleisi Hoffmann, représentante fédérale et présidente nationale du Parti des travailleurs (PT)

(13 mai 2019. Traduit de l'anglais par LML. Photos: PT)



L'investissement dans l'éducation a été augmenté 12 années de suite durant les années de présidence de Lula et Rouseff



Des manifestations massives en opposition aux compressions budgétaires du gouvernement Bolsonaro en éducation



Au moins 250 000 personnes ont manifesté dans les rues de São Paulo contre les coupures à l'éducation le 15 mai 2019.

Le mercredi 15 mai ont eu lieu partout au Brésil des manifestations massives contre les coupures de budget touchant à l'enseignement supérieur et de base annoncées le 30 avril par le gouvernement du président Jair Bolsonaro. Selon les médias, des manifestations faisant partie de ce qu'on a appelé le Tsunami pour l'éducation (#TsunamiDaEducacao) ont été organisées dans 27 États de la république dans près de 200 villes. On évalue la participation au niveau national à entre un et deux millions de personnes. À São Paulo et Belo Horizonte, au moins 250 000 personnes ont marché, et le chiffre serait de 200 000 à Rio de Janeiro et de 100 000 à Fortaleza. Les cours ont été suspendus pour la journée dans toutes les universités fédérales et tous les collèges du pays.



Les manifestations étaient organisées par l'Union nationale des étudiants (UNE) et l'Union brésilienne des étudiants du secondaire (Ubes), ainsi que par des enseignants, des travailleurs de l'éducation, des associations de doyens, des syndicats et d'autres mouvements. Marianna Dias, présidente de l'UNE, a dit que le 15 mai avait été une « journée historique » et une « victoire » et qu'on s'en souviendrait comme de « l'une des plus grandes manifestations » de l'histoire récente du Brésil, selon Brasil Fato.

L'offensive du gouvernement contre l'éducation publique

Le 30 avril, le ministre de l'Éducation a annoncé des compressions budgétaires à tous les niveaux de l'éducation publique et que 30 % des budgets d'universités financés par le fédéral seraient amputés,

avec des répercussions dans des secteurs tels les services d'entretien et de sécurité, les travaux de construction, l'approvisionnement de services, ainsi que l'eau, l'électricité, le téléphone et l'internet. Les dépenses jugées obligatoires sont protégées des compressions par des projets de lois.



Dans un sondage mené par l'Association nationale brésilienne des directeurs des institutions fédérales d'éducation supérieure, il est dit que la moitié des universités fédérales du pays écoperont de compressions supérieures à 30 %. Au moins deux d'entre elles subiront des coupures de 50 % et d'autres de 40 % et plus, selon le sondage.

Réagissant au vaste mouvement d'opposition provoqué par les compressions, le ministre de l'Éducation a tenté de se rétracter en disant qu'il ne s'agissait pas de coupures, mais seulement de « contingentements » faisant partie du plan d'austérité du gouvernement. Tout le financement sera renouvelé, a-t-il dit, à condition que l'économie connaisse une croissance. Plusieurs ont dénoncé cette façon de faire comme étant du chantage pour tenter de gagner de l'appui à l'ordre du jour répressif du gouvernement.



« Vous ne nous ferez pas taire ! »

En plus de dénoncer les compressions en éducation, les marcheurs du 15 mai ont dénoncé le vol prévu des régimes de retraite des travailleurs advenant l'adoption de la réforme néolibérale de Bolsonaro. Ce dernier, ainsi que son ministre de l'Économie formé aux États-Unis, Paulo Guedes, tentent fébrilement de faire adopter cette réforme au Congrès, ce que les législateurs ont jusqu'ici refusé de faire, faisant réagir Guedes qui a menacé de faire ses valises et de quitter le pays si jamais les réformes étaient diluées. Une autre revendication défendue par les manifestants est que l'ancien président Lula, qui est toujours incarcéré comme prisonnier politique, soit libéré.

Faisant preuve de mépris pour les masses de la jeunesse brésilienne qui étaient descendues dans la rue partout au pays à la défense du droit à l'éducation, Bolsonaro a dit : « La majorité de ces jeunes sont des militants. Si vous leur demandez quelle est la formule de l'eau, ils ne sauront vous

répondre. C'est une bande d'idiots utiles, une bande d'abrutis qui servent de pions à une minorité de malins qui forment le noyau de plusieurs universités fédérales au Brésil. »

Le même jour, posant un autre geste de représailles, il a imposé un décret accordant à ses administrations de nouveaux pouvoirs leur permettant de contrôler la sélection des cadres supérieurs dans les universités publiques, qui sont actuellement nommés ou élus par leurs communautés académiques. Par cette mesure, il met fin à une tradition de longue date d'autonomie des universités. Le décret, qui entre en vigueur le 25 juillet, stipule que le président, ou ses délégués, ont l'autorité de nommer des doyens et les présidents de ces institutions. Il exige aussi que l'Agence de renseignement brésilien fasse enquête sur les antécédents des candidats. Puisque quiconque a été impliqué dans des activités illégales se voit déjà interdit en vertu de lois existantes d'accepter un poste universitaire, l'inquiétude partagée par plusieurs est que l'enquête portera sur les engagements politiques des candidats ou sur le fait qu'ils soient membres de mouvements sociaux et de syndicats. Bolsonaro a déjà ouvertement déclaré qu'il jugeait que les matières comme la sociologie et la philosophie sont « communistes » et la cible de compressions budgétaires.

Appels à de nouvelles manifestations le 30 mai



Feira de Santana

En raison de la réponse massive à leur appel à la manifestation du 15 mai, les mêmes associations étudiantes, avec la participation de l'Association nationale des étudiants diplômés (ANED), ont lancé l'appel à une Deuxième Journée nationale à la défense de l'éducation le 30 mai. Encore une fois, la principale revendication sera de rejeter les compressions budgétaires en éducation publique. La présidente de l'UNE a affirmé que la lutte étudiante ne fait que commencer et se poursuivra jusqu'à ce que les compressions soient renversées.

Brasil de Fato, Matias Cardomingo, un étudiant en maîtrise en économie et coordonnateur de l'Association des étudiants diplômés de l'université de Sao Paulo, a expliqué que les chercheurs organiseront plusieurs activités au cours des prochaines semaines pour stimuler « la relation entre le monde académique et la société » par des activités qui ne sont pas exclusivement des manifestations. Il a évoqué l'importance de créer des liens entre la défense de l'éducation publique et faire connaître au peuple les contributions des universités publiques du pays puisque les deux sont ciblés financièrement et politiquement par le gouvernement.

Porto Alegre



Florianópolis



Curitiba



Rio de Janeiro



Belo Horizonte





Porto Velho



Recife



João Pessoa



São Luis



Fortaleza





Belém



Chapecó



Maranhão



(Brasil de Fato, teleSUR, Brasil Wire, Vermelho, Eyes on Latin America. Photos : Brasil de Fato, UBES, Latuff, R. Lima, G. Prates, M. Cabral, Amorin, C. Garcia)



La lutte du peuple pour la paix, la justice et les droits humains aux Philippines

Assemblée publique à Toronto sur la lutte pour la paix aux Philippines



De gauche à droite : Coni Ledesma, membre du groupe de négociation sur la paix du Front national démocratique des Philippines ; l'avocat Edre Olalia, président de l'Union nationale des avocats du peuple - Philippines ; et Rhea Gamana, secrétaire générale de Bayan Canada.

Une discussion a eu lieu sur le thème « Le Front démocratique national et la lutte pour la paix aux Philippines » lors d'un événement public tenu au Centre des membres du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), au centre-ville de Toronto, le 14 mai. La réunion faisait partie d'une tournée nationale de porte-paroles éminents du mouvement pour la paix, le progrès et le respect des droits humains aux Philippines.

Le premier orateur, l'avocat Edre Olalia, président de l'Union nationale des avocats du peuple des Philippines, a souligné la sombre signification des résultats des élections qui se sont tenues la veille aux Philippines. Il a noté que le parti au pouvoir, celui du président Duterte, avait probablement pris

le contrôle du Sénat, ce qui renforcerait la position du gouvernement dans sa « guerre contre le trafic de la drogue ». Cette campagne, a-t-il dit, est en réalité une guerre contre les pauvres, contre les défenseurs des droits humains et plus particulièrement contre la Nouvelle Armée populaire dirigée par le Parti communiste des Philippines, qui a considérablement progressé dans sa lutte pour la libération nationale ces dernières années.

Olalia a expliqué que la dictature de Duterte utilise une tactique privilégiée consistant à dénigrer divers groupes de la société, notamment les avocats, les journalistes et les militants, en publiant pour chaque groupe une matrice montrant les liens qui unissent ses membres, puis en accusant faussement chaque groupe d'être des conspirateurs et un front communiste. Il a révélé que 37 avocats avaient été tués au cours des 35 mois écoulés depuis l'arrivée au pouvoir de Duterte, parmi lesquels des procureurs et même des juges.

Aux Philippines, a déclaré Olalia, le gouvernement sert le capital étranger et l'oligarchie intérieure, et sa politique néolibérale a déformé l'économie. Il a mentionné que 1,1 million de personnes sont au chômage ou sous-employées, ce qui fait que 5 750 personnes quittent le pays chaque jour pour trouver du travail. Il a juré que le peuple philippin va s'unir et ne pas laisser ces choses passer.

Le deuxième orateur, Coni Ledesma, est membre du groupe de négociation pour la paix du Front national démocratique des Philippines, qui a déjà conclu plusieurs accords avec le gouvernement philippin afin de garantir le respect des droits humains dans le pays. En 1992, par exemple, une déclaration a été faite sur quatre points : le respect des droits humains et du droit international humanitaire, les réformes socio-économiques, la réforme politique et la fin des hostilités. Les réformes promises étaient à la fois une réforme de l'agriculture, comprenant la libre distribution des terres aux locataires, et le développement industriel, qui est toujours absolument nécessaire pour obtenir l'indépendance de la domination impérialiste de l'économie.

Aujourd'hui, a déclaré Coni Ledesma, il y a une militarisation intensive dans tout le pays. Duterte a mis fin aux pourparlers de paix en novembre 2017, a dissous le comité de négociation du gouvernement et a nommé un général de l'armée comme représentant du parti gouvernemental. Le régime Duterte a favorisé les négociations locales plutôt que les négociations de paix au niveau national et a refusé de reconnaître les accords antérieurs. Certains consultants de la paix ont été tués, a-t-elle révélé, et d'autres arrêtés. L'armée préfère se concentrer sur la victoire dans la guerre contre l'insurrection, mais, a-t-elle dit, cela n'apportera jamais la paix. Ce dont nous avons besoin, c'est de s'attaquer aux racines du conflit armé, telles que la pauvreté et le manque d'industrie pour créer des emplois.

Coni Ledesma a déclaré que les forces démocratiques poursuivraient la lutte pour les droits humains, pour une paix juste et durable, pour l'emploi et pour la terre. Elle a déclaré : « Nous gagnerons la libération de l'exploitation étrangère et intérieure. »

Les présentations principales ont été suivies d'une période de discussion animée au cours de laquelle les intervenants ont répondu aux questions des participants sur la situation actuelle aux Philippines et sur la meilleure manière dont leurs partisans au Canada peuvent exprimer leur solidarité avec la lutte du peuple philippin pour la paix et les droits. Coni Ledesma a souligné que l'aide militaire du Canada et d'autres pays contribue aux attaques contre la population, et l'aide au développement y contribue également. Elle a appelé les Canadiens à mettre au défi les candidats sur ces questions lors des prochaines élections fédérales et à les forcer à prendre position.

Rhea Gamana, secrétaire générale de Bayan Canada, l'organisateur de la réunion, a annoncé la formation d'une nouvelle alliance au nom d'un mouvement malaya (qui signifie « libre ») afin d'unir les Philippines au Canada pour soutenir la lutte du peuple aux Philippines. Elle a appelé tous les membres de la communauté philippine à se joindre à l'alliance.



(Photos : LML)



Conférence inaugurale de la Coalition internationale pour les droits humains dans les Philippines-Canada à Ottawa



Les 11 et 12 mai, des militants d'organisations canadiennes travaillant aux Philippines ainsi que des activistes pour les droits humains et la justice sociale se sont réunis à Ottawa pour inaugurer le chapitre canadien de la Coalition internationale pour les droits humains dans les Philippines (CIDHP).[1]

Le premier jour, plusieurs orateurs d'organisations des droits humains oeuvrant aux premières lignes, ainsi que des dirigeants religieux et des avocats des droits humains actifs aux Philippines ont fait des présentations sur le thème principal de la conférence, « Les sympathisants en danger : à la défense des droits humains dans les Philippines ».

Les orateurs ont parlé de leur expérience personnelle vis-à-vis la situation dans les Philippines et de la situation dangereuse à laquelle est confronté le peuple. Les défenseurs des droits humains et les critiques du gouvernement et tous ceux qui oeuvrent à l'amélioration de la vie des Philippines sont de plus en plus à risque. Tous les jours, la situation s'aggrave alors que le régime Duterte adopte de nouvelles mesures pour opprimer, harceler et assassiner les activistes sociaux et des droits humains.



L'après-midi, les participants ont formé cinq ateliers où chacun était invité à discuter des questions soulevées lors de la session du matin. Les thèmes des ateliers étaient les suivants :

- 1) La lutte contre les drogues
- 2) La guerre contre les défenseurs des droits humains, la loi martiale et l'emprise de la tyrannie
- 3) Les prisonniers politiques
- 4) L'industrie minière, l'environnement et le développement des ressources
- 5) Les pourparlers pour la paix



Le deuxième jour de la conférence, il y a eu la présentation des rapports de chacun des ateliers et une discussion sur l'élaboration d'une ébauche d'un programme d'action général, et sur les statuts et les structures.

Suite au succès de cette conférence pour fonder le chapitre canadien du CIDHP, il a été annoncé que la Troisième Assemblée générale du CIDHP aurait lieu à Hong Kong du 27 au 29 juin 2010.

Note

1. Le CIDHP a été fondé en 2013 en tant qu'alliance mondiale des défenseurs des droits humains dans le but de sensibiliser les gens aux violations continues des droits du peuple philippin et d'exercer une pression politique sur les gouvernements des Philippines, des États-Unis, du Canada, de l'Europe et autres ayant des intérêts dans les Philippines. Aussi des chapitres régionaux et nationaux ont été établis aux États-Unis, en Europe et au Canada.

(Photos : Anakbayan)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca